

Françoise Hardy, le temps de l'adieu

Véritable icône, la chanteuse, décédée à l'âge de 80 ans, a incarné l'indépendance et la liberté. **P. 19**

MARIANNE ROSENSTIEHL/OPALE PHOTO

JEUDI 13 JUIN 2024 | N° 23962 | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Emmanuel Macron agite la crainte des « extrêmes » en renvoyant le nouveau Front populaire et le parti de Le Pen dos à dos pour les législatives. Il nie le rôle joué par sa politique dans la montée du RN. **P. 2**



LE SERMON DE L'IRRESPONSABLE



ELIOT BLONDET/ABACA

LES « RÉPUBLICAINS », UN CRASH AU PROFIT DU RASSEMBLEMENT NATIONAL P. 4

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD



ÉLYSÉE Lors d'une conférence de presse, le chef de l'État a admis miser sur la crainte des extrêmes pour ressouder les électeurs autour de lui. Le tout, en renvoyant RN et gauche dos à dos.

Macron sème le chaos mais espère incarner l'ordre

Il arrive parfois, dans le magma des éléments de langage et de la communication millimétrée, qu'une parole trahisse un discours. Ce 12 juin à Paris, Emmanuel Macron, qui n'a que le terme de « clarification » à la bouche, laisse échapper le fin mot de sa stratégie : *« Si les gens ont peur des extrêmes, il y aura un sursaut. »* Voici la stratégie du président de la République pour remporter les législatives qu'il a convoquées le 30 juin et le 7 juillet. Faire *« peur »* avec une possible victoire de l'extrême droite et faire peur encore une fois avec une gauche qu'il n'a cessé de qualifier *« d'extrême gauche »* dans son discours.

Le bel écrin du Pavillon Cambon Capucines, où le chef de l'État a convié la presse, peine à étouffer l'ambiance de fin



Le 12 juin, au Pavillon Cambon Capucines, à Paris. ELIOT BLONDET/ ABACAPRESS.COM

de règne qui traverse la majorité, désormais lancée dans un « ça passe ou ça casse » aussi périlleux qu'irresponsable. Debout face aux journalistes, le président se défend d'être en campagne – il ne débattra pas avec Marine Le Pen, comme envisagé un temps, et ne mettra pas sa démission dans la balance en cas d'échec. Il n'a pourtant échappé à personne que l'événement est organisé par les équipes de Renaissance, et non le service de presse de l'Élysée. Tout le monde a aussi noté qu'Édouard Philippe ne s'est pas déplacé. L'ex-premier ministre a déclaré, la veille, qu'il eût été *« sain »* que le chef de l'État se mît en retrait.

Sur quoi mise donc Emmanuel Macron pour se sortir du piège des législatives anticipées qu'il a lui-même tendu en dissolvant l'Assemblée nationale ? Sur un vote par défaut, convaincu que les électeurs pris de vitesse ne voudront ni d'un gouvernement RN, ni de la gauche. Le chef de l'État espère s'imposer comme le ticket gagnant pour le retour à l'ordre, alors que le chaos de ces derniers jours est de son seul fait du prince. Renvoyés dos à dos, le RN et le Front populaire de la gauche *« ne seront pas en capacité d'appliquer un quelconque programme »*, martèle-t-il, quand sa majorité aurait, elle, montré son *« sérieux »* durant ces sept dernières années. Il paraît évident que le président ne vise pas un vote d'adhésion, mais un vote de résignation autour du bloc macroniste, qui revendique le monopole de la crédibilité – ce qui revient à renier l'idée même d'alternance possible, donc de démocratie.

Et puisqu'il faut effrayer l'électeur, le chef de l'État s'attelle à démonter ses deux adversaires, jetés dans un même sac à la porte de la République. Le nouveau Front populaire, d'abord, dépeint comme une *« alliance baroque et indécente »* qui *« fait se retourner Léon Blum dans sa tombe »* : un accord *« contre-nature »* de la gauche républicaine avec *« une extrême gauche coupable d'antisémitisme, de communautarisme et d'antiparlementarisme »*. Tant qu'à faire, Emmanuel Macron impute pour partie le choix de la dissolution au *« comportement »* des députés de la FI qui auraient *« rendu l'action publique moins lisible »*. Tout en concédant que le rapport de force à l'Assemblée issu des législatives 2022 *« n'a pas empêché d'agir utilement pour le pays »*. Comprendra qui pourra – mais qui l'écoute encore ? Au même moment, la gauche annonçait un accord sur le partage des circonscriptions, comme pour répondre à cette nouvelle tentative de fracturer le camp progressiste.

Puis, vient le RN, renvoyé à ses ambiguïtés avec la Russie, sa *« volonté de répondre à l'insécurité par la sortie de l'État de droit et de trier les bons Français des mauvais »*. Un grand péril, insiste le président, mais pas plus que la gauche, à ses yeux. Emmanuel Macron refuse ainsi de dire s'il appellera à voter à gauche au second tour en cas de duel contre l'extrême droite. Il n'a pas encore officialisé le fameux *« ni, ni »*, mais son discours laisse peu de suspense. Interrogé sur le trait d'égalité qu'il tire entre FI et RN, le locataire de l'Élysée répond : *« Un signe égal ne veut rien dire, mais ils ne sont pas républicains. Il y a de l'indignité dans les deux camps. »*

Le président impute pour partie le choix de la dissolution au « comportement » des députés FI.

UNE ŒILLADE AUX ÉLECTEURS DE GLUCKSMANN

Côté presse, les questions fusent sur l'hypothèse d'une cohabitation, avec Jordan Bardella en successeur de Gabriel Attal. Emmanuel Macron tempête alors contre les journalistes qui ne sauraient que *« contempler le désastre »* alors que lui, *« l'indécrottable optimiste »*, ne cède rien à *« l'esprit de défaite »*. Soit les mêmes éléments de langage qu'en 2022, mais aussi qu'en 2024, avant la gifle des européennes – preuve que la méthode Coué a ses limites.

Le disque macroniste tourne en boucle sans se soucier de l'évolution du rapport de force et des 6 millions de voix perdues en deux ans. Emmanuel Macron ressort même sa vieille carte du dépassement des clivages. Qu'importe si les alliances nouées à gauche réduisent son champ des possibles, le locataire de l'Élysée appelle quand même à *« une fédération de projets »* qui réunirait *« les gens de bonne volonté »*. À savoir ? *« Des sociaux-démocrates, des radicaux, des écologistes, des démocrates chrétiens, des gaullistes et beaucoup de nos compatriotes et responsables politiques qui ne se reconnaissent pas dans la fièvre extrémiste. »*

L'initiative est censée cacher une *« nouvelle méthode »*, qu'il oppose *« aux bricolages d'appareil »* dans le *« respect »* de la diversité politique : *« Ce n'est pas "qui m'aime me suive", assure Emmanuel Macron. Mais tisser des compromis pour faire avancer le pays. »* Derrière cette promesse de majorité élargie aux débouchés flous, il y a surtout une offre de service. Le président propose en creux de ne pas présenter de candidats macronistes face à d'éventuels dissidents à gauche et à droite, tout en leur garantissant que cela *« ne les obligera pas à rentrer dans la majorité »*. Avant de tenter une œillade vers l'électorat de centre gauche, en mentant au passage sur l'hypothétique futur chef du gouvernement : *« Comment les électeurs de Raphaël Glucksmann peuvent-ils soutenir une alliance qui, de fait, porterait Jean-Luc Mélenchon à être premier ministre ? »*

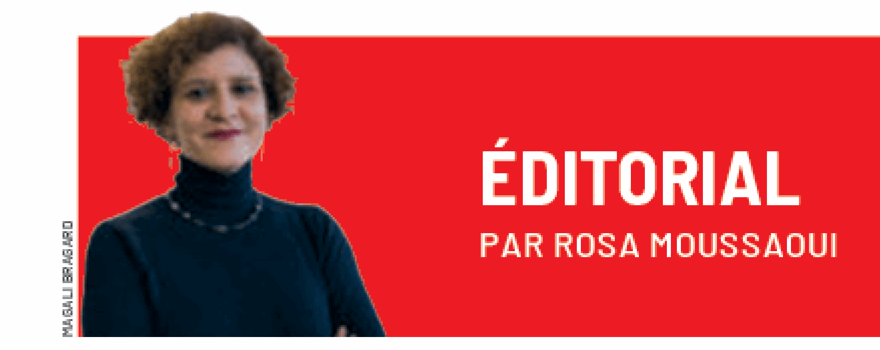
PROMESSES RECYCLÉES ET AUTOSATISFACTION

La question en appelle une autre : comment les électeurs de gauche pourraient voter pour la Macronie avec un programme qui ne bouge pas d'un pouce, si ce n'est sur sa droite ? Car les marqueurs révélés par le chef de l'État confirment seulement son inflexion conservatrice. Qu'on en juge : le président reprend l'expression d'extrême droite de *« France* Orange mécanique ». Dès le début de sa prise de parole, il promet de *« réduire l'immigration illégale »* et vante *« la reprise en main par l'État et le meilleur contrôle de la question des mineurs non accompagnés »*. Il souhaite opposer *« plus de fermeté »* à la *« montée de la violence des mineurs qui mine la cohésion nationale »*. Et prône carrément l'interdiction du portable avant 11 ans et des réseaux sociaux avant 15 ans. *« Le fascisme est à nos portes et il nous parle d'écrans. Cet homme est un fake permanent »*, a réagi l'écologiste Sandrine Rousseau, sur X.

Ce n'est pas la seule annonce qui semble hors-sol dans le contexte actuel de crise profonde. Le chef de l'État a esquissé les contours d'une nouvelle réforme territoriale – suppression d'un échelon et retour possible, au cas par cas, aux anciennes régions –, dont on se demande bien quel électeur elle est susceptible d'émoustiller. Pour le reste, les cases du bingo macroniste ont été cochées, entre promesses recyclées et autosatisfaction : *« Le travail doit mieux payer »*, *« les impôts n'ont jamais autant baissé »*, *« nous n'avons jamais autant investi dans les services publics »*, *« nous devons continuer à faire des économies »*. Pour seul regret, le fait de n'avoir pas encore su convaincre sur la question de l'insécurité : *« Ça prend du temps quand on veut mieux protéger nos compatriotes »*, juge-t-il. Cela prend moins de temps pour augmenter le Smic, mais ça, le président n'en parlera pas.

Ce même Emmanuel Macron qui plaide le temps long a donc trois semaines pour convaincre, avec une feuille de route qui satisfait de moins en moins de monde depuis sept ans. Cela paraît insensé, puisque son coup de poker met le RN aux portes du pouvoir. *« Emmanuel Macron peut pérorer autant qu'il veut, il est disqualifié pour incarner un quelconque rempart à l'extrême droite. Une seule alternative : le Front populaire »*, résume le porte-parole du PCF, Ian Brossat. ■

CYPRIEN CADDEO



ÉDITORIAL

PAR ROSA MOUSSAOUI

L'esprit de défaite

Son camp n'est plus, pour reprendre les mots de Sartre, qu'un *« cadavre tombé à la renverse et qui pue »*, mais cela n'ôte rien de sa morgue à l'hôte de l'Élysée. Emmanuel Macron est content de lui. Il jauge avec satisfaction son bilan. Il accumule les promesses comme s'il n'était pas au pouvoir depuis sept ans. Il toise de haut *« le système des partis »* qui tiendrait *« le pays en capture »*, lui qui jubile d'imposer son calendrier fou par le fait du monarque républicain. Il se dit sûr que le coup de dés de la dissolution peut conforter son *« bloc démocratique et européen »* pourtant en ruines. Tout un pays plongé dans l'insécurité sociale le désavoue : il n'en a cure. Ce pyromane n'a pour stratégie que l'excitation des peurs et des divisions, les scénarios florentins de ses hommes de cour.

Emmanuel Macron croit encore pouvoir se poser en seul recours contre des *« extrêmes »* renvoyés dos à dos. Il se défend de donner par ses agissements les clés du pouvoir à l'extrême droite. Sa responsabilité dans l'ascension en France d'une force néofasciste prête à prendre les commandes est pourtant accablante. Celui qui parle de la nation comme d'un *« tout organique »*, n'a que le mot *« décivilisation »* à la bouche, appelle *« la France à rester la France »*, n'a cessé de conforter l'extrême droite en adoptant sa langue. La loi immigration défendue par sa majorité a inscrit dans le droit les obsessions racistes du clan Le Pen. Ses choix répressifs ont installé un climat liberticide qui peut précipiter demain tous les basculements autoritaires. La guerre sociale qu'il livre aux plus modestes, la démolition méthodique des services publics, les conséquences désastreuses de ses politiques économiques ont offert au RN le plus fertile des terreaux.

En faisant de la gauche unie sa cible, son épouvantail, il ne fait que hâter davantage la venue de l'immonde. Bardella et Le Pen ont pris la tête du camp de la conservation. Déjà, la logique de survie des privilèges prépare tous les ralliements. En 1936, Paul Vaillant-Couturier, figure du Front populaire, voyait dans les fascistes ceux qui *« tendent à consolider ce qui est mort, ce qui croule et ce qui, du passé, empeste déjà »*. Le peuple de France est capable du pire comme du meilleur. Il peut encore, dans cette obscure impasse, choisir la vie. ■

Macron, ce pyromane, n'a pour stratégie que l'excitation des peurs.

l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024



Paris, le 12 juin. Annie Genevard, secrétaire générale de LR, entourée (de gauche à droite) de Bruno Retailleau, Michèle Tabarot et Laurent Wauquiez. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

« Les Républicains », le nouveau parti du désordre

Après avoir dit sa volonté d'une alliance avec le RN, Éric Ciotti a été exclu de la formation qu'il préside au terme d'une journée rocambolesque et d'une dérive de la droite qui dure depuis quatre décennies.

La folle journée vécue par « Les Républicains », ce mercredi, pourrait prêter à rire si elle ne profitait pas tant au Rassemblement national. Mercredi, le président de LR, Éric Ciotti, est allé jusqu'à s'enfermer dans le siège national de sa formation, certains cadres promettant même de *« le déloger physiquement »*. La veille, il avait annoncé sans consultation des instances de son parti un accord avec l'extrême droite pour les législatives – ultime étape d'une lente dérive vers le lepénisme, initiée sous les années Sarkozy.

Ce coup de poker a amené la secrétaire générale de LR, Annie Genevard, à convoquer dans la matinée un bureau politique. Réponse de l'intéressé, barricadé dans ses pénates : *« La réunion convoquée ne répond pas aux exigences juridiques de nos statuts. »* Résultat, le bureau politique s'est bien réuni dans l'après-midi… mais au Musée social, non loin du siège. Sans surprise, celui-ci a exclu Éric Ciotti du parti, même si ce dernier prétend à la suite de cette décision *« rester président »*. À flirter avec l'extrême droite, « Les Républicains » sont devenus le parti du désordre.

Le président du RN Jordan Bardella avait informé, la veille, que *« plusieurs dizaines »* de députés LR sortants seraient *« soutenus par le RN »* lors des législatives. Éric Ciotti prétend n'avoir pas d'autre option, jugeant son parti *« trop faible »* après des élections européennes, où la liste de François-Xavier Bellamy n'a obtenu que 7,25 % des voix. *« Nous avons besoin d'une alliance, en restant nous-mêmes, (…) avec le Rassemblement national et ses candidats »*, avait-il déclaré sur TF1. Mais Éric Ciotti semble aussi être animé par la peur d'une arrivée de la gauche au pouvoir. Agitant la peur du rouge, l'ex-chef de la droite exhorte à *« l'union des républicains et des patriotes face au péril d'extrême gauche »*, car *« la menace du "front populaire" s'accentue désormais avec l'élargissement au Nouveau Parti anticapitaliste »*.

En 2007, Nicolas Sarkozy instaure un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration.

ACCORDS DE DÉSISTEMENT DANS LE VAR ET LES BOUCHES-DU-RHÔNE, DÈS 1988

Pour autant, assiste-t-on à un réveil antifasciste au sein du parti gaulliste ? Certains, à l'image de Julien Dive, député LR, lundi, ont bien filé la métaphore avec les années noires du siècle dernier : *« Nous savons désormais qu'en juin 1940 Éric Ciotti n'aurait jamais traversé la Manche. »* Pour d'autres, la critique est d'un tout autre registre. Il n'est qu'à écouter l'argumentation déployée par les opposants à Éric Ciotti, qui attaque le RN essentiellement sur sa politique économique, et non sur son caractère antidémocratique. *« Je ne méprise pas les électeurs du RN. Je considère qu'il a fait un score qui l'installe dans le pays. Il est absurde de le nier*, a reconnu Annie Genevard sur BFM. *Mais je ne partage pas les options du Rassemblement national en matière économique et sociale. »* Même tonalité du côté de Jean-François Copé sur France Info : *« Nous n'avons rien en commun avec l'extrême droite (…). Le programme économique du Rassemblement national est un programme de gauche. Ils ne veulent faire aucune des réformes que nous préconisons, que ce soit sur la baisse des impôts, la modernisation de l'État, les retraites… Nous ne sommes d'accord sur rien ! »* attaque le maire de Meaux, favorable à un rapprochement avec la Macronie. Interrogé sur les valeurs, il dénonce non la politique xénophobe du RN mais son caractère *« populiste »*. *« Mélenchon-Le Pen même combat, ce sont des partis dont le seul but est de déstabiliser les institutions à leur profit »*, résume-t-il. Du Macron dans le texte.

En vérité, sur les questions de l'immigration, de l'écologie, des mœurs, ce qu'il reste de la famille gaulliste court de longue date derrière les idées et les voix de l'ex-Front national. Dès 1983, la liste RPR-UDF incorpore quatre représentants de ce parti lors d'une élection municipale partielle à Dreux. Simone Veil est l'une des rares responsables de la droite à critiquer ce tournant. Les autres, à l'image de Jacques Chirac, font valoir qu'il y a bien quatre ministres communistes au gouvernement. Dans les années qui suivent, dans le sud de la France, le Front national soutient dès le premier tour des listes de droite. En 1988, il existe des accords locaux de désistement dans le Var et les Bouches-du-Rhône. Loin de freiner l'ascension frontiste, cela a, au terme de trois décennies, marginalisé la droite dans ces zones. Mais la même année, un jeu de mots antisémite de Jean-Marie Le Pen, *« Durafour crématoire »*, rend pour un temps infréquentable le FN, même si, au niveau local, des ententes peuvent se nouer ponctuellement.

Cela n'empêche pas la droite de dériver toujours plus. En 1991, Jacques Chirac dérape, évoquant *« le bruit et l'odeur »* des immigrés, avant de se raviser et de condamner en 1998 l'élection de présidents de régions RPR et UDF avec les voix du FN, puis d'incarner en 2002 le « Non » à Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Mais dans l'appareil, les conceptions conservatrices demeurent. Le député Christian Vanneste fait voter, en 2005, un amendement défendant le *« rôle positif de la colonisation »*. Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy joue à fond la carte de la sécurité. Élu président en 2007, il instaure un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration susurré par son conseiller maurrassien Patrick Buisson, ancien rédacteur en chef de *Minute*.

Dans l'opposition lors du mandat de François Hollande, la droite bat le pavé contre le mariage entre personnes de même sexe à l'occasion des Manifs pour tous. Cette orientation radicalise la base d'un parti qui renonce, dans le même temps, à la pratique du désistement républicain : c'est le fameux « ni ni », ni gauche ni RN, à partir de 2016. Cette évolution droitière est parachevée en décembre 2022 par l'élection d'Éric Ciotti à la présidence des « Républicains » et la campagne de François-Xavier Bellamy aux européennes, à l'occasion de laquelle le parti publie un tweet demandant à l'Algérie de *« reprendre (ses) clandestins, criminels et délinquants »*. Reste que Bellamy, malgré tout, réprouve l'accord avec le RN. Représentant d'une droite niçoise tiraillée entre les macronistes opportunistes comme le maire Christian Estrosi et le RN, Éric Ciotti a, lui, tenté, pour sauver quelques circonscriptions, d'imposer à son parti une stratégie de compromission qui, ironiquement, l'a pourtant affaibli dans le sud de la France.

GAËL DE SANTIS

EXTRÊME DROITE REFOULÉ PAR LE RN, RECONQUÊTE ! IMPLOSE

Marion Maréchal, qui depuis 2017 rêve d'une grande « union des droites », a eu de quoi enrager. Lundi, après ses rencontres avec Jordan Bardella et Marine Le Pen, un accord de principe laissant à Reconquête ! une soixantaine de candidatures avait été acté. Mais la journée de mardi a tout changé. Les tweets d'Éric Zemmour, boudant parce qu'il n'a pas été consulté, et la crainte, pour l'image du RN, du retour d'une extrême droite version non dédiabolisée auraient fait capoter l'accord. Jordan Bardella a finalement annoncé à Éric Zemmour que le RN et Reconquête ! ne s'uniraient pas. Furieuse, Marion Maréchal s'en serait vertement prise au chef de son parti. La nièce de Marine Le Pen a appelé dans la soirée de mercredi à voter pour les candidats soutenus par le RN et Éric Ciotti, y compris contre ceux présentés par son parti, Reconquête !

Le RN au révélateur libéral

Le parti d'extrême droite, qui tente de maintenir le flou sur son projet économique pour garder son socle électoral populaire, a cherché ces derniers jours à s'allier avec les ultralibéraux de LR et Reconquête ! Une clarification de son projet antisocial, déjà visible dans ses votes à l'Assemblée.



Éric Ciotti et Jordan Bardella, le 7 mars, à Paris. LIONEL PRÉAU/RIVA PRESS

Jordan Bardella est content de son coup : *« Je souhaite construire une majorité de redressement pour le pays. Je salue la décision d'Éric Ciotti. Il faut mettre fin à la situation de désordre sécuritaire, migratoire et budgétaire dans laquelle nous sommes à cause d'Emmanuel Macron. (…) Il y aura un accord entre le Rassemblement national et "Les Républicains" »*, a-t-il assuré sur France 2, mardi soir. Si le président du RN bluffe en avançant un accord de partis, sa tentative d'absorption de la droite dite « classique » souligne les points d'entente entre les deux camps. En parlant de *« désordre sécuritaire, migratoire et budgétaire »*, Jordan Bardella adoube la ligne économique austéritaire portée par son homologue de LR.

Éric Ciotti, c'est la retraite à 65 ans, la fin des 35 heures, les accords de libre-échange, une coupe de 100 milliards d'euros dans les dépenses publiques, 250 000 postes de fonctionnaires en moins, la baisse de l'impôt sur les sociétés et des impôts de production… Ou encore l'instauration d'un taux unique pour l'impôt sur le revenu à 15 % – à l'image de l'ami de Marine Le Pen, Viktor Orban, en Hongrie. Autant de propositions comprises dans son programme pour la présidence de LR en 2021. Une ligne proche de celle de Reconquête !, que le RN a également approché pour ces législatives avant de renoncer à un accord – non pour des raisons économiques, mais plutôt pour éviter une union trop visible avec des brebis galeuses au racisme décomplexé.

Les premiers effets de ces tractations avec les deux partis ultralibéraux se sont vus dès mardi avec le retournement de veste express de Jordan Bardella sur la suppression de la réforme des retraites adoptée en 2023. *« Nous verrons »*, a-t-il balayé, au motif d'une situation économique *« compliquée »*, quelques minutes avant le ralliement du président LR. Les retraites des Français ne sont donc pas une priorité pour le RN.

> **Retournement de veste de Jordan Bardella sur la suppression de la réforme des retraites.**

OPÉRATION SÉDUCTION DU PATRONAT

S'agit-il d'un renoncement ? Plutôt d'un début de clarification. En réalité, le discours et le programme économiques lepénistes sont flous. Ils n'ont pas vocation à être appliqués mais à attirer un nombre maximal d'électorats différents. Le pouvoir d'achat comme priorité ? Seules la nationalisation des autoroutes et la baisse de la TVA sur certains produits vont dans ce sens dans le programme de Marine Le Pen en 2022. Loin, bien loin de la kyrielle de mesures que propose la gauche sur le sujet.

En boucle sur *« le remboursement de la dette »* et entré depuis quelques mois dans une opération séduction des milieux patronaux, le RN a dans ses tiroirs un nouveau livret économique, censé répondre à plusieurs exigences de l'oligarchie financière. De nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises sont évoqués, comme le refus d'augmenter les salaires. Pour rappel, les députés RN ont systématiquement voté contre l'augmentation du Smic et l'indexation des salaires sur l'inflation.

Prévue pour le printemps, la sortie de ce livret a encore été repoussée, sans doute pour ne pas révéler la réalité du projet socio-économique du RN, aux antipodes des aspirations de sa base électorale populaire. Car les électeurs RN plébiscitent à plus de 70 %, selon l'Ifop, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, et la hausse des salaires. Depuis deux ans, les députés du RN ont toujours voté contre.

FLORENT LE DU

l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024



Islam, 31 ans, n'a pas voté le 9 juin, mais le fera le 30 juin « pour ne pas laisser gagner les fachos ».

À Vaujours, l'extrême droite gagne le 93

Lors des élections européennes, la commune de Seine-Saint-Denis a placé le Rassemblement national en tête, malgré un important vote de gauche. Son identité multiculturelle n'y a rien pu.

REPORTAGE

Les si nombreuses bûchettes de sucre éparpillées au sol le disent mieux que personne. Au bar-tabac Le Brazza de Vaujours, en Seine-Saint-Denis, tout le monde y fait étape ou presque. Pour quelques minutes, comme ce retraité venu boire sa bière de 10 h 34 dans son coin, ou en groupe, pour toute une matinée. Deux trentenaires en sont, qui s'acharnent tête baissée sur leurs jeux à gratter. D'autres préfèrent parler cinéma. « *Non mais, si Vincent Cassel a fait cette carrière, c'est parce que son père était producteur, c'est toujours pareil*, souffle l'un d'eux, casquette sur la tête. *Regarde Saïd Taghmaoui, le mec a disparu alors qu'il joue mieux !* » Mais il existe un terrain sur lequel personne ne s'aventure en public : la politique. « *Vous nous amenez où là ?* se marre Ahmed, 36 ans, infirmier, à l'évocation du scrutin européen. *Franchement, vaut mieux ne pas en parler, ça vote beaucoup RN ici. Il y a sûrement une part de racisme, et je préfère ne pas savoir qui y participe.* »

Si la Seine-Saint-Denis, département jeune et multiculturel, a préféré la France insoumise (37,13 %) au RN (16,89 %) dimanche, la commune de Vaujours, à l'est du département, a fait l'inverse, plaçant Jordan Bardella en première place avec un peu plus de 32 % des voix, devant Manon Aubry (27,37 %). En 2022, à l'occasion de la présidentielle, c'était pourtant Jean-Luc Mélenchon qui faisait ici largement la course en tête. Seule constante : tous les autres partis sont loin derrière.

Devant le bar-tabac, Omar et Islam, respectivement chargé de livraisons à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et transporteur, échangent sur le temps qui passe. À 34 et 31 ans, tous les deux ont vu leur ville évoluer, les mentalités avec, et ils s'en désolent. « *Franchement, ça se tend de partout*, observe le premier. *Déjà, tout le monde n'en peut plus de voir les pauvres manger de sales réformes, des prix qui augmentent et des salaires qui ne bougent pas, alors que les riches se mettent bien. Tout le monde a envie de tout faire péter. Mais pas de la même façon* ». Islam, pensif, tire sur sa cigarette et intervient. « *C'était mieux avant pour tout le monde*, tranche-t-il. *On avait plus d'endroits où se poser, se retrouver, donc on se connaissait tous. Maintenant, c'est fini, à part au café, vite fait.* » Il pointe du doigt le parc Alexandre-Boucher, juste en face : « *Regardez, on n'a même plus de bancs, juste des jeux pour enfants et des caméras de surveillance. Donc, les jeunes traînent où ils peuvent et les vieux s'imaginent des trucs.* » Dimanche dernier, aucun des deux n'est allé voter. Le 30 juin, tous les deux iront. « *Cette fois, ce n'est pas juste l'Europe*, reprend Omar. *On parle de l'avenir de notre pays, quand même, on ne peut pas laisser gagner les fachos.* »

> La ville de l'est du département a placé Jordan Bardella en première place avec un peu plus de 32 % des voix.

Directeur de cabinet de Dominique Bailly, maire socialiste de la ville, Stéphane Digol-Ndozangue interprète le vote RN local simplement : la « *peur* ». Mais de quoi ? « *Ça se base sur rien de très concret, mais il y a une crainte de voir Vaujours gagnée par des phénomènes d'insécurité que l'on peut parfois retrouver chez nos voisins, à Aulnay ou Sevran, par exemple*, rapporte-t-il. *Entre 2008 et aujourd'hui, nous sommes passés de 4 % de logements sociaux à 26 %. Et pour certains, cela équivaut forcément à une accentuation des risques. Alors que cela ne se vérifie pas du tout dans les chiffres.* »

« NOUS, LES ARABES, ON EST DANS LA CASE DES PROBLÈMES »

Alain, 70 ans, retraité des espaces verts du centre d'aide par le travail d'Aubervilliers, en est pourtant certain. « *Je n'ai rien contre l'arrivée de nouvelles populations, mais ça devient envahissant*, assure-t-il. *Il y a des gens partout sur les boulevards, ça devient même dangereux de circuler.* » Longtemps électeur de droite, il s'abstenait depuis plusieurs élections. Jusqu'en 2024. Un retour aux urnes pour une liste qu'il gardera secrète, mais qu'il justifie par une mésaventure. « *Cet hiver, j'ai trouvé un SDF dans ma cave qui dormait dans les couvertures de ma chienne*, rapporte-t-il. *Depuis, je ne suis plus tranquille. Et je suis sûr que ça ne doit pas arriver qu'à moi par ici.* » Ce discours, Thomas, 24 ans, d'origine portugaise et transporteur de métier, le porte aussi. « *On voit bien la dégradation de nos quartiers et de nos conditions de vie !* lance-t-il. *On travaille, on est peu payés et en plus quand on rentre, c'est le bordel. Il va falloir faire quelque chose.* » Sa solution : voter RN.

Sofiane, Mehdi et Abès sont appuyés au mur du collège Henri-IV. Les deux premiers ont 15 et 17 ans, mais c'est le troisième, les coudes posés sur le guidon de son vélo, seulement âgé de 10 ans, qui prend la parole. Avec une maturité étonnante. « *J'ai l'impression que les gens font comme les politiques, ils aiment bien faire entrer les choses et les gens dans des cases*, analyse-t-il, sous les moqueries de ses camarades. *Nous, les Arabes, par exemple, on est dans la case des problèmes.* » Autour, les rires sont retombés. « *Moi, ça me fait peur* », poursuit-il. Tous acquiescent. ■

ANTHONY CORTES

« Les Français doivent s'emparer du scrutin »

Le secrétaire national du PCF, **Fabien Roussel,** appelle à la plus large mobilisation possible pour vaincre l'extrême droite et Emmanuel Macron le 30 juin et le 7 juillet. Et présente le programme de la gauche comme le seul à même d'améliorer le quotidien de toutes et tous.



SAMIR MAOUCHE POUR L'HUMANITÉ

« Ils ont un projet xénophobe. Nous avons un projet d'égalité républicaine. »

ENTRETIEN

Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Que pensez-vous de ce choix fait alors que l'extrême droite est au plus haut ? S'agit-il d'un piège ?

Il n'y a pas de piège à redonner la parole au peuple. Enfin, les Français vont pouvoir s'exprimer clairement sur la politique du pays. Aux européennes, nous avons voté pour des choix concernant l'Europe. Mais beaucoup ont utilisé leur bulletin pour sanctionner le président de la République. Cette fois, les citoyens vont pouvoir dire ce qu'ils veulent pour la France. N'ayons pas peur de confronter nos programmes ! Je regrette une chose : les conditions dans lesquelles sont organisées ces législatives anticipées, avec seulement vingt jours de campagne, avant les vacances d'été. Était-ce le meilleur moyen d'organiser un débat dans le pays ? J'y vois une volonté du président de semer le chaos dans les partis et chez les parlementaires… Mais les élections sont là, et il faut tout faire pour les gagner.

La gauche a immédiatement répondu au défi lancé et construit une nouvelle alliance, baptisée Front populaire. En quoi diffère-t-elle de la Nupes, et comment expliquez-vous ce sursaut ?

Cela n'a rien à voir avec la Nupes. Nous faisons actuellement ce que j'avais appelé de mes vœux il y a plus d'un an, lorsque je proposais de travailler à un rassemblement des forces de gauche qui aille au-delà de la Nupes, et que j'avais appelé Front populaire. Il s'agissait d'unir l'ensemble des forces, et pas seulement les quatre qui disposent d'un groupe à l'Assemblée nationale sortante. Ce que nous construisons répond à cette attente. Près de vingt organisations politiques ont répondu à l'appel, allant de Place publique jusqu'au PCF, en passant par le MRC, les radicaux de gauche, Picardie debout… En ce moment même, nous nous accordons sur un programme de gouvernement pour écrire une nouvelle page de l'histoire de la gauche et répondre aux attentes des Français. Face à l'extrême droite, il y a plus que jamais une impérieuse nécessité de se rassembler. Il n'y a pas eu qu'un vote de colère contre Emmanuel Macron dimanche soir, mais aussi un appel à ce que ça change, et vite. Nous voulons incarner ce changement, mais à gauche. Nous voulons l'union la plus large pour construire une majorité et un gouvernement.

Les formations de gauche ne se sont pas épargnées ces derniers mois. Emmanuel Macron qualifie même le Front populaire « d'alliance indécente »…

Je peux comprendre que notre initiative le dérange. Nous voulons revenir sur sa réforme des retraites et abroger celle de l'assurance-chômage. Nous voulons redonner tout de suite du pouvoir d'achat aux Français par la hausse des salaires, du Smic, par la baisse des factures… Nous défendons des grands investissements dans nos services publics, dont l'école et la santé. Et nous irons chercher les financements, avec la taxation des dividendes et le rétablissement de l'ISF. Notre projet est à l'opposé de celui de Macron, avec une dizaine de grandes réformes pour améliorer immédiatement le quotidien de tous. Évidemment, il existe toujours des différences entre nous, à gauche. Mais le travail que nous réalisons pour élaborer un programme de gouvernement en commun est d'autant plus important : nous pouvons nous accorder sur l'essentiel, de façon à convaincre une large majorité de nos concitoyens.

Sur les plateaux de télévision, les détracteurs du Front populaire dénoncent l'alliance avec la France insoumise, qu'ils taxent d'« antisémite ». Que leur répondez-vous ?

J'ai déjà dit que je n'ai jamais considéré que la FI était antisémite. Dans notre programme, nous écrirons en lettres capitales notre volonté de lutter avec force contre toutes formes de discriminations. Contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, contre l'homophobie… Nous voulons aussi nous adresser aux jeunes de nos quartiers, aux travailleurs discriminés en raison de leur couleur de peau, de leur religion, et redonner ses lettres de noblesse à une République laïque qui respecte tous ses citoyens. C'est important de l'écrire en lettres capitales. Non pas pour se défendre. Mais parce que ce sera la grosse différence avec le programme de la droite et de l'extrême droite. Ils ont un projet xénophobe. Nous avons un projet d'égalité républicaine.

Comment comptez-vous renverser la table en trois semaines et vaincre l'extrême droite ?

La gauche peut remporter les élections. Nous sommes la seule alternative à Macron et à l'extrême droite. Nous interpellons les syndicats, les associations, la société civile. Les Français doivent s'emparer de ce scrutin, se mobiliser, manifester, mettre en avant leur rejet de l'extrême droite, mais aussi les mesures fortes qu'ils attendent. Je ne sais pas si tous mesurent véritablement le risque réel que court la République. Jordan Bardella est un faussaire de la question sociale. Son alliance avec Éric Ciotti le montre bien, lui qui prône la retraite à 65 ans, la hausse de la TVA, et 100 milliards d'euros de coupes dans les services publics. Nous devons porter haut notre programme. Celui du Front populaire représente l'espoir, le progrès social. Je veux faire le même serment vis-à-vis des Français que celui de 1936 : donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et garantir au monde la grande paix humaine. C'est le Front populaire dont nous avons besoin aujourd'hui.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUVET

l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024

La gauche peaufine son Front populaire

La date de dépôt des candidatures approche et les partis ont continué à négocier, mercredi, la coalition. Le PCF présentera 50 candidats, la FI 229, le PS 175 et les Écologistes 92. Un accord est proche.

Rome ne s'est pas faite en un jour. Le Front populaire non plus. Il fallait bien quelques journées pour réussir l'union entamée lundi, là où Emmanuel Macron, en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, pensait qu'elle était impossible. À l'heure où nous écrivons ces lignes, un accord total n'est pas encore acté entre les différentes forces de gauche mais il est en bonne voie, voire possiblement signé ce jeudi 13 juin au matin. Cette large alliance, de la France insoumise (FI) au Parti socialiste (PS) en passant par les Écologistes, le Parti communiste français (PCF) ou encore le NPA, L'Anticapitaliste, présentera des candidatures uniques dans chaque circonscription de métropole et des Français de l'étranger lors des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet.

Dès lundi soir, tous s'y étaient engagés devant le peuple de gauche. Les émissaires de chaque parti sont parvenus, mercredi au petit matin, à un premier compromis, parfois dans la douleur, sur la sécurisation des députés sortants et l'attribution du volume de circonscriptions par formation. Et le rapport de force, notamment issu des européennes, a fait bouger les lignes. Les insoumis ont lâché une centaine de circonscriptions : ils auront 229 candidats, contre 328 avec la Nupes. Ragaillardis par leur score de 13,8 %, les socialistes réclament 175 circonscriptions, contre 70 en 2022. Ce qu'ils décrochent. *« Il fallait un rééquilibrage avec la FI*, justifie Corinne Narassiguin, sénatrice et membre de la direction du PS. *Mais sans que cela ne se fasse sur le dos des écologistes et des communistes. »* Ces derniers ont respectivement obtenu 92 (–18 par rapport à la Nupes, si on compte celles attribuées à Génération.s et Génération Écologie) et 50 circonscriptions. Charge à chacun ensuite de rétrocéder une partie des investitures à d'autres partis alliés plus petits.

L'alliance s'engage à abroger la réforme des retraites et à indexer les salaires sur l'inflation.

Mercredi, les discussions ont continué au siège du PCF, place du Colonel-Fabien. Objectifs : répartir au cas par cas les circonscriptions et finaliser le programme. Pas une mince affaire, mais le temps presse pour laisser les candidats partir le plus vite possible en campagne. Le découpage des circonscriptions a engendré d'âpres négociations. *« Il nous faut identifier les personnes les plus susceptibles de gagner »*, plaide alors le communiste Léon Deffontaines. Sauf que chacun a ses exigences en fonction de la gagnabilité des territoires. Les socialistes réclament notamment des circonscriptions à Paris, en Occitanie et en Seine-Maritime, et les communistes aimeraient pouvoir conquérir de nouveaux sièges dans la Somme ou le Val-de-Marne. Mais la FI tente de résister, dans l'espoir de rester le groupe de gauche le plus nombreux de l'Hémicycle. Peu d'informations filtrent des conciliabules, personne ne voulant mettre en péril l'accord via des déclarations hasardeuses dans la presse.

« ON VA PROPOSER 50 CHANTIERS CLAIRS ET ON DÉBATTRA DES AUTRES SI BESOIN »

Les chefs de parti – Manuel Bompard, Olivier Faure, Marine Tondelier et Fabien Roussel – ont alors repris la main devant les difficultés à avancer, tant sur la carte électorale que sur les aspects programmatiques. Si les sujets internationaux (Ukraine et Palestine) ou sociaux ne font plus obstacle, d'autres thématiques font prendre du retard, comme le projet d'autoroute A69 Toulouse-Castres, soutenu par les socialistes mais conspué par les écologistes et les insoumis. Mais rien qui ne mette l'alliance en danger. *« On va proposer 50 chantiers clairs et il restera des sujets avec plus d'ambiguïté. Si on ne trouve pas de solution, ils pourront alors être débattus démocratiquement à l'Assemblée nationale »*, plaide Léon Deffontaines. Et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, d'ajouter : *« C'est un programme de rupture et aussi d'espoir. Il faut rallumer cette flamme. La seule flamme n'est pas celle du RN. »* Le Front populaire compte, par exemple, s'engager sur l'abrogation de la réforme des retraites et l'indexation des salaires sur l'inflation.

En parallèle des négociations entre partis, les contacts avec la société civile organisée se poursuivent afin d'intégrer au mieux les associations et syndicats qui le souhaitent. *« Ils attendent de nous qu'on se mette d'accord rapidement pour que chacun puisse mener campagne soit avec un mot d'ordre national soit au niveau local »*, explique une petite main de l'union. La manifestation de samedi, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires), sera la première étape. D'autres organisations, comme Greenpeace ou les Soulèvements de la Terre, appellent aussi à ces mobilisations citoyennes. Au sein du Front populaire, il est même sérieusement envisagé de confier des investitures à des militants venus des luttes sociales, écologistes, féministes et antiracistes.

EMILIO MESLET
AVEC PIERRE MIROIR ET ALBAN CHRÉTIEN



La secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, le 10 juin, devant le siège du PCF, à Paris. CLÉMENT MARTIN / HANS LUCAS

Des voix pour le Front populaire


ALBERT FACELLY

Pour une nouvelle hégémonie dans le travail

PIERRE MUSSO PHILOSOPHE ET PROFESSEUR HONORAIRE EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le président Macron se heurte à un obstacle majeur sur son chemin dit « de réformes » de la société, visant en fait *« une révolution passive »*, selon le mot du philosophe Antonio Gramsci. Ce concept désigne une révolution-restauration visant à imposer à la société civile une transformation et une libéralisation du système économique et social pour l'adapter en période de mutations technologiques et économiques. Cette révolution, sans le peuple, pour que tout reste pareil, selon le mot de Tancredi dans *le Guépard* de Lampedusa, est ce que les Italiens appellent aussi le « transformisme ».

L'obstacle rencontré par Emmanuel Macron dans la conduite de cette « révolution » (titre de son premier programme électoral) pour légitimer la dissolution de l'Assemblée, c'est l'absence de majorité parlementaire, et, surtout, depuis le mouvement des gilets jaunes, la multiplication des révoltes, jacqueries ou émeutes. Ces mouvements sociaux, dont l'acmé fut le front syndical uni contre la réforme des retraites, sont autant de réactions à des disruptions jupitériennes visant l'ébranlement de l'État social ou de « l'État providence » construit au XXe siècle, notamment entre 1936 et 1968.

La trajectoire poursuivie par le macronisme est le passage de l'État-nation à l'État Europe, membre d'une fédération, et de « l'État providence » à l'État entreprise, acteur d'un marché. Or, en France, l'État joue un rôle nodal car la nation s'est construite historiquement avec et par l'État. Cette transformation profonde est conduite de façon managériale selon *« la gouvernance par les nombres »* (Alain Supiot), imposée à l'État et aux services publics (la santé, l'école et l'université en particulier). Le président Macron a ainsi pu lancer aux préfets : *« J'attends de vous que vous soyez des entrepreneurs de l'État. »* Conduite au nom de *« l'efficacité »*, mot fétiche du dogme managérial, cette révolution conservatrice est complétée par le *« gouvernement par les peurs »* face aux risques et catastrophes annoncés (Gilles Lipovetsky) : peurs du lendemain, du Covid, des attentats, de la crise, de la guerre, etc. Mais gouverner au nom de l'efficacité et de la sécurité ne suffit pas. Il faut *« avancer »* – autre mot fétiche du macronisme – dans cette révolution passive et même l'accélérer. C'est pourquoi le recours à « l'ordre », au césarisme vertical et à l'illibéralisme devient indispensable comme on l'observe dans nombre de pays européens. Dans un de ses discours de campagne en 2017, Emmanuel Macron avait pu affirmer *« être efficace, c'est en finir avec le bavardage législatif »*. La cohabitation avec l'extrême droite n'est plus un tabou si elle permet d'« avancer » dans la révolution passive en respectant les fondamentaux européens sur le modèle de Giorgia Meloni qui, en Italie, a endossé le costume financier de Mario Draghi.

La solution à la crise de la représentation politique se loge dans la « Cité du travail », à l'opposé de l'État entreprise.

Alors, revient toujours la célèbre interrogation « que faire ? » au-delà des nécessaires alliances des fronts populaire et républicain et des mesures d'urgence. L'anti-révolution passive, pensée par Gramsci, appelle la construction d'une nouvelle hégémonie à partir de la *« Cité du travail »*, comme l'a nommée un ancien dirigeant syndical italien, Bruno Trentin, c'est-à-dire de l'entreprise, là où naît l'hégémonie à partir du lieu de travail et de production. Aujourd'hui, avec la *« révolution numérique »*, le système d'information est devenu le système de production. Or, si d'un côté, l'automatisation des tâches répétitives peut enrichir les activités humaines, de l'autre, demeurent les liens de subordination renforcés par un néomanagement étouffant. Paradoxalement, en apparence, la solution à la crise de la représentation politique se loge dans la *« Cité du travail »*, à l'opposé de l'État entreprise. Comme l'a souligné Trentin, *« la liberté dans le travail est la condition de la liberté tout court »*. Là s'ouvre le chemin à explorer : promouvoir la démocratie dans l'entreprise et la justice sociale, gage de paix durable dans la société. ■



Une alternative pour créer un vote d'espoir

LOUISE GAXIE JURISTE, DIRECTRICE DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

L'annonce de la dissolution a produit un effet de sidération général. Tout le monde comprenant bien qu'au regard du contexte cette décision peut conduire à l'accession au pouvoir de l'extrême droite. L'urgence absolue est donc d'empêcher la catastrophe annoncée. Or, force est de constater que la tâche est difficile. L'ampleur de la défiance à l'égard des partis politiques, le laps de temps particulièrement court pour mener la campagne électorale, la nouvelle étape dans le dynamitage du système partisan et l'ancrage grandissant de l'extrême droite et de ses idées dans les territoires et dans les esprits constituent des défis majeurs pour les forces progressistes.

Un socle commun existe qui répond aux exigences et aux aspirations des milieux populaires.

Dans ces circonstances et au regard du mode de scrutin, la constitution d'un front populaire – largement plébiscitée – portée par un puissant mouvement social est la seule voie pour éviter le scénario du pire. Des candidatures uniques, dès le premier tour des élections, portant un *« programme de ruptures sociales et écologiques »*, doivent réellement être mises en place non en fonction de calculs arithmétiques et tactiques, mais de la réalité du terrain et des personnes les plus à même de battre la droite et l'extrême droite dans leurs circonscriptions. N'oublions pas qu'il y a 577 élections à mener et que les enjeux et les difficultés sont loin d'être les mêmes partout.

Pour gagner, l'appel à faire barrage à l'extrême droite ne sera pas suffisant. C'est un vote d'espoir qu'il est urgent de susciter. Il faut donc offrir des perspectives crédibles de transformations progressistes qui ouvrent une alternative à la régression néolibérale dans tous les aspects de la vie dont les conséquences sont visibles en termes d'explosion des inégalités sociales comme de précarisation et de paupérisation de pans toujours plus nombreux de la société. C'est dans cette crise sociale profonde et dans le ras-le-bol qui en découle que le score très élevé du FN-RN prend racine.

Il est donc impératif de parler du fond. Il faut, d'une part, démontrer l'escroquerie derrière la présentation de l'extrême droite comme les défenseurs des catégories populaires et la dangerosité de leur projet de société. Il faut également convaincre, d'autre part, que, malgré les divergences à gauche, un socle commun existe qui répond aux exigences et aux aspirations des milieux populaires et du monde du travail et permettra de changer la vie. Celles et ceux déjà convaincus que cette alternative est possible ici et maintenant doivent se mettre en mouvement pour créer la dynamique nécessaire. Répondre largement à l'appel des syndicats à manifester ce week-end est l'un des moyens d'y parvenir. ■

l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024

« Puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple. » Bertolt Brecht

L'HOMME DU JOUR


PATRICE PIERROT/ABACA

Thomas VDB

Il l'a annoncé dans un tweet lapidaire : l'humoriste Thomas VDB a déclaré sur X qu'il n'assurerait pas son émission sur France Inter cet été. *« Contrairement à ce qui a été annoncé, je n'animerai finalement pas* Qui veut gagner la flûte à bec, *cet été, et quitte naturellement France Inter après seize ans »*, a écrit le comédien. Cette démission intervient quinze jours avant le début de la grille d'été, et surtout au lendemain du licenciement par la direction de Radio France de Guillaume Meurice, ce mardi 11 juin. Chroniqueur régulier depuis septembre 2014 de l'émission de Charline Vanhoenacker, l'humoriste y avait protesté, le 19 mai dernier, contre l'éviction de son confrère. Thomas VDB animait son émission estivale, un jeu musical avec des personnalités, depuis le mois de juillet 2022.

CAROLINE CONSTANT



C'EST UN MONDE

Les empoisonneurs

Les industries du tabac, de l'alcool, des ressources fossiles et des aliments ultratransformés *« tuent chaque jour au moins 7 000 personnes »* en Europe, dénonce l'Organisation mondiale de la santé. Soit 2,7 millions de morts par an, victimes de *« stratégies marketing ciblées »* et mensongères.



COUP DE PROJECTEUR

Champion(s)

Né en Haïti mais vrai Savoyard, élevé à l'ombre des montagnes et de Kevin Mayer, Makenson Gletty est enfin apparu en pleine lumière le 11 juin, en devançant son modèle et maître pour arracher la médaille de bronze au décathlon des championnats d'Europe d'athlétisme. Et donc, les deux participeront aux Jeux !

L'œil de Jul



LA BONNE NOUVELLE Un peu de répit pour la couche d'ozone

Après un pic en 2021, les hydrochlorofluoro-carbones (HCFC) – gaz nocif pour la couche d'ozone – sont en déclin. C'est la conclusion de travaux publiés mardi 11 juin dans la revue *Nature Climate Change*. L'un des auteurs principaux de l'étude, Luke Western, souligne *« un succès »* et estime que *« cela rend optimiste sur le fait que les traités en faveur du climat et de l'environnement peuvent marcher »*. Les HCFC diminuent cinq ans plus tôt que prévu selon les prévisions scientifiques, notamment grâce à l'efficacité du protocole de Montréal. Signé en 1987, l'engagement international entend éliminer les substances qui réduisent la couche d'ozone. Selon Luke Western, *« sans le protocole de Montréal, ce succès n'aurait pas été possible »*. En 2023, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estimait que la couche d'ozone devrait *« se reconstituer dans les quatre décennies à venir »*.

ASTRID JURMAND



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Élysée *« Ce n'est ni un pari ni un coup de poker, mais une décision mûrement réfléchie. »* Patrick Le Hyaric analyse le moment politique en cours avec la décision du président de la République de provoquer des législatives anticipées. Plus fondamentalement, poursuit l'ancien député européen, Macron cherche au nom du grand capital à trouver une majorité qui puisse sécuriser le système.

Climat La méthanisation de produits alimentaires en voie de péremption est présentée comme une solution au réchauffement climatique. Pourtant, entre la collecte des aliments invendus et leur transformation en gaz qui deviendra ensuite de l'électricité se niche la stratégie des grandes enseignes pour gagner des parts de marché.


BRUNO ARBESU

LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Humble

Et les patrons ? Ils sont prudents, nous dit la presse économique, face à l'ascension du RN, citant l'un d'entre eux : *« Macron nous fout dans la merde. »* Certains s'inquiètent d'éventuelles réformes économiques coûteuses, d'autres feignent de s'inquiéter du retour à la retraite à 62 ans, d'une nationalisation des autoroutes ou encore de la « sortie du nucléaire ». D'autres sont plus confiants. Pour un dirigeant du CAC 40, la gauche *« suscite des angoisses beaucoup plus fortes que le RN »*. Même pas peur. Ces dernières semaines, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont multiplié les rencontres avec des grands patrons et les organisations patronales. Relatant une entrevue avec le candidat aux européennes, *l'Opinion* écrivait qu'il est venu *« avec des mots doux »*, assurant que *« le décideur ne sait pas mieux que le chef d'entreprise »* et que *« si le RN arrive aux affaires, ce sont les patrons eux-mêmes qui établiront les règles de l'économie »*. Il assumait enfin une *« approche humble et modeste »*. Une offre de service en somme.

C'EST UN SCANDALE

Fonctionnaires, fermez-la !

Durant la période de réserve électorale, du 10 juin au 7 juillet, *« les fonctionnaires de l'État sont tenus de s'abstenir de participer à toute manifestation ou cérémonie publique de nature à présenter un caractère électoral »*. Voilà le message en forme de consigne que des enseignants, directeurs d'école, inspecteurs de l'éducation nationale ont reçu le 11 juin, au moins dans l'académie de Rennes. Problème : ce devoir de réserve ne s'applique pas à ces personnels qui restent, comme tout citoyen, libres de leurs opinions et de les manifester, hors de leur temps de service. Face à la levée de boucliers des syndicats, le rectorat a fini par rectifier : le message valait seulement pour les *« personnels d'encadrement »* et *« corps d'inspection »*. Une « erreur » qui ressemble tout de même un peu, beaucoup, à une tentative d'intimidation.



Manifestation lors de la Journée internationale des droits des femmes, à Paris, le 8 mars 2021. TERESA SUAREZ/REA

La riposte féministe s'organise face au RN

MOBILISATIONS
Craignant une atteinte aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+, collectifs et associations planifient ensemble des actions et manifestations le 23 juin, afin de faire barrage à l'extrême droite. Certaines organisations appellent plus clairement à voter à gauche, les 30 juin et 7 juillet.

Depuis le coup de semonce de dimanche aux élections européennes et la réplique sismique provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, les communautés féministes et queer s'interrogent sur les modes d'action efficaces et rapides à déployer pour contrer l'avancée du RN.

Très vite, les réseaux sociaux et des tribunes ont pu porter de nombreuses voix féministes. *« L'extrême droite n'est pas une bonne nouvelle pour les femmes »*, a rappelé la Fondation des femmes, dénonçant le programme délétère du parti d'extrême droite contre les droits sexuels et reproductifs, contre l'accès aux droits et aux services publics, précisant que *« les femmes n'appartiennent ni à leur mari, ni à leur famille, ni à la patrie »*. Choisir la cause des femmes, qui avait persuadé la FI, le PS-PP, EELV et le PCF d'inscrire dans leur programme leur projet européen pour le droit des femmes et des personnes LGBTQI +, demandait dès le 9 juin une coalition des forces de gauche. *« Nous ne nous résignons pas au tapis rouge que le président de la République déroule à l'extrême droite »*, précisait l'association.

> « Les femmes n'appartiennent ni à leur mari, ni à leur famille, ni à la patrie. »
> FONDATION DES FEMMES

Passé la réaction et la prise de parole engagée, des assemblées générales n'ont pas tardé à se réunir pour organiser la riposte sur le terrain. Mardi soir, la Fondation des femmes rassemblait une centaine d'organisations pour construire une journée d'action féministe. *« C'est historique de notre point de vue, mais tout autant que ce moment »*, analyse Laura Slimani, directrice du pôle projets de la Fondation. Comment rassembler une vague puissante et inclusive pour se faire entendre ? Si certains collectifs annoncent sans ambiguïté leur couleur politique à gauche, d'autres organisations plus institutionnelles ont du mal à s'afficher publiquement. *« Nous préparons une grande mobilisation pour le 23 juin, à laquelle toutes et tous pourront participer pour alerter sur les dangers de l'extrême droite pour les femmes,* détaille Laura Slimani. *Le mouvement doit être fort et visible à Paris et partout en France, mais inclure au-delà des organisations féministes. Tout l'enjeu est de créer quelque chose* ■■■

le plus large possible, que le mouvement féministe soit le catalyseur d'une grande mobilisation, complémentaire à celle du monde du travail du 15 juin et de la Marche des fiertés du 29 juin. Il faut occuper le terrain et montrer que les femmes disent non à l'extrême droite. »

INVESTIES SUR TOUS LES FRONTS

Le même soir, simultanément, 200 militantes #NousToutes répondaient présent à un rendez-vous précipité. *« Nous n'avons pas le temps d'attendre, toutes les réunions ont eu lieu en même temps*, s'excuse presque Marie, l'une des porte-parole collégiales de #NousToutes. *L'une d'entre nous s'est rendue à la réunion organisée par la Fondation des femmes, mardi soir, une autre membre menait la nôtre en même temps. J'en connais certaines qui participaient à l'Assemblée féministe Paris-Banlieue. Nous sommes toutes en contact entre nous pour développer des actions complémentaires. Les temps sont très courts. »* Leur collectif s'est, lui, prononcé franchement pour une union de la gauche dès dimanche. *« Nous appelons à voter le nouveau Front populaire*, enchaîne Marie. *Pour nous, le féminisme est à gauche. Mais là, notre premier objectif est d'aller récupérer un maximum de votes abstentionnistes, voire de faire changer certaines opinions en allant à la rencontre des personnes sur les territoires, notamment dans les petites localités. Notre second objectif est qu'il n'y ait pas d'agresseurs dans les listes électorales, qui seront déposées au plus tard le 16 juin. »* #NousToutes entend utiliser ses outils et son expertise particulière : réaliser de grosses campagnes sur les réseaux sociaux, avec des messages simples et percutants luttant contre les fausses informations, mobiliser en masse par tractage et coordonner des actions de collage sur toute la France. *« Nous voulons aussi interpeller des personnalités culturelles, éloignées du monde associatif, pour qu'elles prennent position et sensibilisent les jeunes »*, ajoute Marie – 60 % des 18-24 ans n'ont pas voté aux européennes et doivent être mobilisés contre les idées fascistes.

Relève féministe, qui soutient le nouveau Front populaire, exige aussi que les agresseurs soient disqualifiés et insiste pour *« l'investiture de femmes, jeunes, de quartiers populaires, milieux ruraux et du monde du travail »*. D'autres assemblées générales s'organisent en banlieue, autour des mères isolées, dans les mouvements antiracistes, antivalidistes, queer et trans, ces prochains jours. Si un mot d'ordre commun n'a pas encore été trouvé, la résistance est collective.

KAREEN JANSELME

Dans le Var, la forêt brûle déjà

INCENDIE Un brasier d'origine indéterminée a ravagé 600 hectares dans le massif varois. Alors que le changement climatique augmente la fréquence et l'intensité des feux, les autorités insistent sur la prévention des risques.

La saison estivale n'est pas encore arrivée que, déjà, des forêts brûlent : 600 hectares sont partis en fumée dans le secteur de la commune de Vidauban, dans l'arrière-pays de Saint-Tropez (Var). L'incendie, né mardi 11 juin dans l'après-midi et attisé par un vent violent, a été suivi d'une nuit plus *« calme »*, selon les pompiers. Le feu, d'origine indéterminée, a mobilisé, mercredi, quelque 600 pompiers et 190 engins. *« Ce n'est pas commun, un feu de 600 hectares si tôt dans la saison »*, indiquait à l'AFPTV le colonel Frédéric Gosse, adjoint du service départemental d'incendie et de secours du Var (Sdis).

Les feux de forêt se multiplient. En cause, le changement climatique, dont on souligne au ministère de la Transition écologique l'effet *« sur les conditions de déclenchement et de propagation des incendies »*. Et l'accélération n'est pas terminée : *« En asséchant la végétation, le changement climatique entraîne une augmentation du danger météorologique des feux de forêt. Les risques d'incendies de forêt et de végétation vont s'intensifier dans les zones historiquement touchées, mais aussi s'étendre géographiquement vers l'ouest et le nord, et la saison des feux va également être plus longue. »* Avec des forêts rendues vulnérables par un dépérissement accru. En France métropolitaine, elles représentent désormais près de 700 000 hectares, contre 300 000 en 2018. Les arbres se voient fragilisés par les sécheresses et le manque d'eau, la chaleur, mais aussi les parasites, dont les populations augmentent, là encore, du fait du changement climatique.

70 000
C'est le nombre d'hectares détruits par les incendies en 2022, contre une moyenne de 15 000 hectares sur les quinze dernières années.

L'année 2022 avait été particulièrement dévastatrice. Les ministères de la Transition écologique, de l'Intérieur et de l'Agriculture, qui élaborent la stratégie de prévention et de lutte contre les feux, ont donc révisé cette dernière. *« Nous avons été collectivement profondément marqués par l'ampleur des feux de forêt et de végétation en 2022, qui n'avaient épargné aucune région »*, a fait savoir le ministère de la Transition écologique. Quelque 70 000 hectares de forêt et de végétation avaient été détruits, contre une moyenne annuelle de 15 000 hectares sur les quinze dernières années.

« 9 FEUX SUR 10 SONT D'ORIGINE HUMAINE »

Pourtant, 87 % des feux de forêt sont éteints avant d'avoir détruit plus de 5 hectares, surface en deçà de laquelle l'impact sur l'environnement reste limité, selon les chiffres de la sécurité civile de 2022. Le résultat d'une stratégie d'attaque précoce des feux naissants : intervenir le plus vite possible, avant que le feu ait parcouru un hectare, pour limiter sa propagation.

Le ministère de la Transition écologique insiste sur la prévention : *« En France, 9 feux sur 10 sont d'origine humaine et principalement dus à des imprudences par méconnaissance. Les feux de forêt ne sont pas une fatalité : on peut les éviter en adoptant les bons réflexes. »* Éviter de fumer dans ou à proximité des forêts, ne pas jeter ses mégots, rester à distance des espaces sensibles et des broussailles pour un barbecue ou du bricolage… Pour connaître le niveau de danger des feux, une page est dédiée à la météo des forêts sur le site de Météo France.

JESSICA STEPHAN

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY, ÉLU « MEILLEUR MAIRE DU MONDE » EN 2021


ALBERT FACELLY

Front populaire !

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le président de la République a ouvert en grand les portes du pouvoir au RN. Tel un bluffeur, tel un joueur de poker, il « fait tapis », oblige toutes les forces politiques à jouer à découvert et reste le maître des horloges avec ce retour aux urnes soudain pour les députés. En réaction, « Les Républicains » ciottistes ont vendu leur âme à l'extrême droite pour quitter un parti gaulliste devenu *le Radeau de La Méduse*. Et la gauche, que l'on disait divisée et irréconciliable, s'est unie en l'espace d'une journée, sans trembler, sans zigzaguer, devant les heures sombres qui menacent le pays. La gauche parfois la plus bête du monde n'est plus. Le Front populaire est de retour !

Coup de génie, coup à trois bandes, coup tordu ou coup d'épée dans l'eau, le pouvoir en place, qui incarne l'ultralibéralisme et les forces de l'argent, a quoi qu'il en soit décidé de jouer avec l'intérêt supérieur de la nation. Cette extrême droite sous les traits d'un gendre idéal, en mode TikTok, est portée par un instagrameur aux dents longues pour prendre le pouvoir, et sort victorieuse des élections européennes. C'est le résultat d'une pente glissante jusqu'aux abymes, d'une lepénisation des esprits avec un discours anti-immigration matraqué à tout-va. La politique de l'extrême droite, ce sont des mesures anti-écologie, les discriminations, des dénis de justice et la violence d'État. C'est une imposture économique et sociale, et Macron en pire face à la détresse sociale. C'est un écran de fumée pour masquer un vide abyssal de propositions et des droits reniés pour l'accès au logement, aux soins, l'égalité femmes-hommes et nombre de droits essentiels. Il faut également rappeler que celles et ceux qui vivent dans nos quartiers populaires font trois heures de transports en commun par jour pour nettoyer les bureaux, nous soigner à l'hôpital ou construire les stades pour faire briller les yeux du monde devant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

La gauche unie doit adresser un message clair au peuple, porter un récit fédérateur et dessiner un avenir désirable pour le progrès social, économique, écologique et pour la paix. Cet accord, ce Front populaire nous projettent dans l'espoir et l'action. Notre logiciel commun, notre programme, c'est la reconnaissance d'un État palestinien pour porter la paix au Proche-Orient, la reprise en main du secteur de l'énergie pour préserver la planète et le porte-monnaie des familles, la décentralisation et les droits sociaux, comme la retraite et l'augmentation des salaires. Le Front populaire est, au fond, le seul bloc véritablement défenseur de la République française, de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité et de l'intérêt des Françaises et des Français. Le compte à rebours est lancé. Face au péril brun, il nous reste deux semaines pour faire triompher le Front populaire.

EN LUTTE

LAVAL EN GRÈVE

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO appelle les agents de la ville de Laval (Mayenne), de l'agglomération, du centre communal d'action sociale et du théâtre à se mobiliser, ce jeudi. En cause ? Des conditions de travail dégradées et des postes non pourvus.

UNE RÉFORME « INJUSTE »

L'intersyndicale, dans un communiqué publié le 12 juin, appelle le gouvernement à abandonner son nouveau projet de réforme de l'assurance-chômage. *« Il est temps de renoncer à la réforme la plus inutile, la plus injuste et la plus violente jamais vue »*, dénoncent les centrales.

BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE

Dans un communiqué publié ce mercredi 12 juin, la fédération CGT de la santé et de l'action sociale alerte sur la montée de l'extrême droite en France. Elle appelle les salariés à se réunir pour *« débattre sur les luttes indispensables à mener »*.

« Les ouvriers agricoles sont condamnés au Smic »

AGRICULTURE La dissolution a bloqué l'adoption du projet de loi d'orientation. Par la voix de **Diane Grandchamp**, la CGT saisit l'occasion pour revendiquer l'abrogation de mesures qui dégradent les conditions sociales des salariés du secteur.

ENTRETIEN


« Les saisonniers en agriculture subissent des conditions d'accueil déplorables. » ROBERT KLUBA/REA

Dans la famille des perdants de la crise agricole, il faut demander les ouvriers. Si la colère paysanne a permis de mettre en lumière les grands défis auxquels le secteur est confronté (revenus, compétitivité entre pays, biodiversité et transition climatique...), la réponse gouvernementale – via son projet de loi d'orientation agricole voté à l'Assemblée fin mai – s'est ingéniée à trouver des solutions convenant aux revendications des syndicats employeurs majoritaires, au détriment des intérêts des salariés.

La dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation de nouvelles législatives offrent un répit aux ouvriers agricoles. Diane Grandchamp, secrétaire de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT, se saisit des trois semaines avant l'élection pour porter les revendications des « forçats de la terre ».


DIANE GRANDCHAMP Secrétaire de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT

Mains invisibles de l'agriculture, les ouvriers agricoles ne sont jamais apparus comme une priorité du gouvernement dans sa réponse à la crise. Pourtant, ils représentent près de 1,6 million des effectifs. De quoi ce silence est-il le nom ?

Un bon nombre de revendications antisociales étaient prônées sur les barrages lors des mouvements de contestation des agriculteurs. Elles concernaient notamment la remise en cause des normes environnementales et sociales. Malheureusement, répondant aux exigences du patronat, l'exécutif s'est empressé d'opérer ce qu'il appelle des simplifications. En réalité, ce n'est rien d'autre que de la casse sociale. Les mesures commencent à tomber sur les salariés. Le gouvernement a annoncé pérenniser le système de TO-DE (le plafond de ce dispositif d'exonération totale de cotisations patronales visant à soutenir le secteur a été porté de 1,20 Smic à 1,25 Smic au 1er mai – NDLR). Mais ces exonérations mettent à mal notre système de Sécurité sociale. Par ailleurs, c'est une trappe à bas salaires qui condamne les saisonniers à être payés au Smic. Cette décision entraîne une révision à la baisse des qualifications, alors que pour travailler en agriculture, il en faut forcément. Ces employés au Smic sont en fait hautement qualifiés...

D'autres mesures sont-elles à prévoir ?

Le ministère de l'Agriculture prévoit de généraliser et de faciliter la dérogation au temps de travail pour que le patronat puisse embaucher et faire travailler des salariés 60 heures par semaine en fonction de ses besoins. Ces dispositions existent déjà dans le Code rural. Elles offrent des possibilités de dérogation au temps de travail, mais seulement en cas de situation exceptionnelle. Une demande d'autorisation doit être validée auprès de l'inspection du travail. Celle-ci demande l'avis de l'ensemble des organisations syndicales. Mais, sous prétexte de simplification et en accord avec le patronat, le ministère veut faire sauter tous les verrous. Il ne faut pas ■■■

L'AGENDA



13 juin Manifestation de la CGT en soutien aux compagnons d'Emmaüs en grève avant l'ouverture du procès des dirigeants de deux communautés dans les Hauts-de-France. Rassemblement à 12 heures, devant le tribunal judiciaire de Lille.
13, 21 et 25 juin Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT, pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.
18 juin L'union locale CGT de la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle appelle à une mobilisation « unitaire » à 11 heures au terminal 2E pour défendre la création d'emploi et l'augmentation des salaires à la suite de l'organisation des jeux Olympiques.

s'étonner ensuite de constater une hausse du nombre de morts au travail dans ce secteur, avec des ouvriers mal logés qui passent 60 à 70 heures dans les champs. Nous sommes convoqués entre le 18 et le 20 juin à une réunion de travail pour en discuter.

La Fnaf-CGT a dénoncé de manière spectaculaire les mauvaises conditions d'accueil des salariés agricoles à l'occasion d'une séance du Conseil économique, social et environnemental (Cese) consacrée au logement des travailleurs saisonniers dans les territoires...

Les saisonniers en agriculture subissent des conditions d'accueil déplorables. Le patronat refuse de mettre les moyens pour les loger décemment. Lors de notre initiative au Cese, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a renvoyé la faute sur les collectivités territoriales ! L'organisation patronale dédouane complètement ses adhérents de leurs obligations. Par ailleurs, ce n'est encore qu'un projet, mais le gouvernement prévoit d'étendre un décret autorisant l'hébergement des travailleurs dans des tentes. Initialement, ce texte ne s'appliquait qu'à certains secteurs et certains départements. Mais l'exécutif veut l'élargir à tous, au lieu de répondre à l'exigence d'un hébergement digne.

Que peut faire votre syndicat pour défendre les droits des ouvriers agricoles ?

Nos luttes se développent. Nous avons récemment organisé beaucoup d'initiatives, notamment avec nos camarades gardiens de troupeaux. De plus, depuis de nombreuses années, il s'est aussi créé une démarche unitaire pour défendre les conquis sociaux entre nous, la CFE-CGC, FO et la CFTC. Si l'on y regarde bien, entre la promotion du RN et le récent coup d'État constitutionnel d'Emmanuel Macron avec la dissolution, le patronat a clairement choisi de faire de l'extrême droite son bras armé. Les conditions existent pour rendre réversible cette prise de pouvoir fasciste. Des mobilisations menées notamment par des ouvriers agricoles sur leurs revendications sont prévues dans les jours à venir. Ouvrons des perspectives progressistes pour construire de nouveaux « jours heureux ».

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SAMUEL EYENE

L'État coupe les vivres aux spécialistes des risques

TRAVAIL L'INRS, institut de recherche incontournable dans la prévention des risques professionnels, est en péril à cause d'un tour de vis budgétaire orchestré par le gouvernement.

Des silhouettes en carton noir pour ne pas oublier les morts au travail. Mardi 11 juin, plus d'une centaine de salariés de l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité) ont manifesté à deux pas du ministère de la Santé à l'appel de la CFDT, de la CGT et de la CFE-CGC. Tous dénoncent l'étranglement financier que fait subir le gouvernement au seul institut de recherche sur le travail et les risques professionnels.

Si, en 2022, le conseil d'administration de l'INRS avait voté à l'unanimité une augmentation de sa subvention dans le cadre du budget de la branche accidents du travail-maladie professionnelle (AT-MP) de la Sécurité sociale, tout est gelé depuis. L'association loi 1901 fonctionne avec un budget provisoire jusqu'à l'aboutissement de la prochaine négociation de la convention d'objectifs et de gestion qui vient de démarrer.

« L'enveloppe provisoire (63 millions d'euros en 2024) ne permet pas de couvrir les besoins, pointe Marc Benoît, représentant syndical CGT au CSE central. *Il nous faut au moins 91 millions pour mener à bien nos missions et nos objectifs. Si les hausses budgétaires ne s'appliquent pas, nous allons perdre 100 postes d'ici à la fin 2027. En vingt ans, cela fera 200 postes disparus. »*

« VISION À COURT TERME »

L'Accord national interprofessionnel de 2023 relatif aux accidents du travail et maladies professionnelles avait également prévu d'affecter 100 millions d'euros en plus par an à la prévention, mais, là encore, l'association créée en 1947 sous l'égide de la Sécurité sociale n'a rien vu venir. Pour tous, cette décision d'assécher les caisses est d'autant plus incompréhensible que la branche AT-MP de l'assurance-maladie est excédentaire, autour de 2,2 milliards d'euros en 2023.

Faute de moyens, de nombreuses pistes de recherche sont à l'arrêt depuis des années. *« Il n'y a, par exemple, plus de formation sur les risques du bâtiment »*, alerte Jérôme Grosjean, secrétaire CFDT du CSE sur le deuxième site de Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle). *« C'est le problème de la production intellectuelle au long cours sur une filière professionnelle qui sert ensuite à faire de la prévention : on ne peut pas être dans une vision à court terme. Avec le dernier coup de rabot, on n'a pas pu embaucher les six postes fléchés sur l'étude des risques psychosociaux. »*

La survie même de l'INRS pourrait être en jeu. *« Nous avons de quoi payer les salaires jusqu'en septembre et ensuite, ça va être compliqué »*, explique Sophie, une des employées. *« Nous avons réduit la diffusion de notre mensuel aux entreprises... »* égrène Alexandre Dubus, représentant de la CFE-CGC, pour illustrer le fonctionnement au ralenti. La perspective d'une majorité Rassemblement national à l'Assemblée inquiète encore plus les grévistes. *« Comme ils prônent une exonération des cotisations patronales alors que c'est ce qui nous finance, ça serait le dernier clou dans notre cercueil »*, souffle Jérôme Grosjean.

CÉCILE ROUSSEAU

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ
13 • 14 • 15 Sept 2024
OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE *L'HUMANITÉ*
PASS 3 JOURS À 45€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS
Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.
Nom / Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. E-mail
Je souhaite recevoir à mon domicile Pass 3 jours x 45 € = € (frais de port inclus)
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « *Société nouvelle du journal l'Humanité* ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

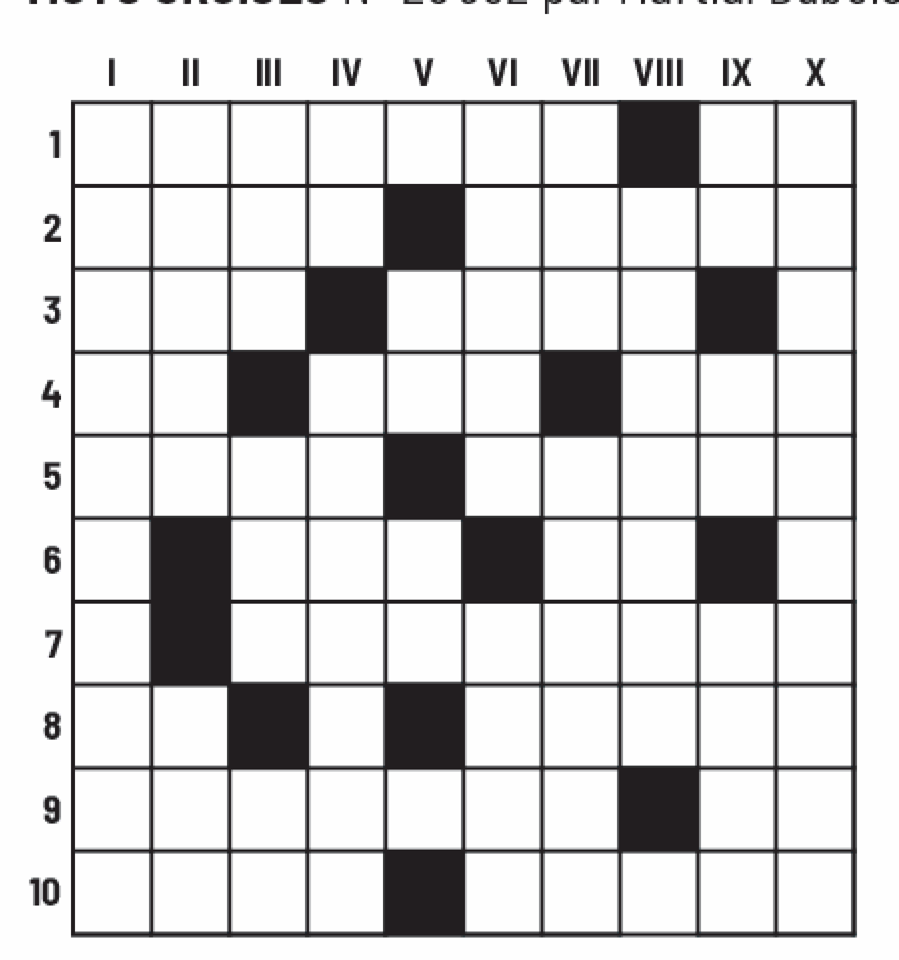
RETROUVEZ *L'HUMANITÉ* SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs…

Toute notre actualité à portée de clic.

- www.humanite.fr
- facebook.com/humanite.fr
- twitter.com/humanite_fr
- linkedin.com/company/lhumanite
- Compte lhumanitefr sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 23 962 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Petit meuble contenant un service à liqueurs. Condition. **2.** Ignorants. Faluche. **3.** Titre en première page d'un journal. Port de l'Hérault. **4.** Cérium. Elle justifie parfois les moyens. Il faut savoir parfois le baisser. **5.** Homme misérable. Protège les jeunes arbres contre les animaux. **6.** Lentilles. Dans. **7.** Alertera l'opinion publique. **8.** Fête du premier. Barbai. **9.** Réitérés. Fin de verbe. **10.** Entrechien et loup. Trépied de sculpteur.

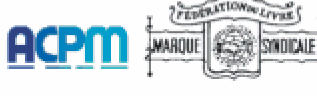
VERTICALEMENT

I. Obsessions effrayantes. **II.** Douze mois. Nouveau. **III.** Ouvre tout grand la bouche. Roue à gorge. Lettre grecque. **IV.** Ancienne unité monétaire. Exploitant agricole. **V.** Note. Sud-Est. **VI.** Bois noir. Aurochs. **VII.** Fête nationale de la nouvelle année au Viêt-Nam. Chapeau à larges bords. **VIII.** Tuniques internes des yeux. **IX.** Pronom. La rumeur. Une barrière de sécurité le long d'une route. **X.** Il se prépare avant de voyager.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Cabaret. Si. **2.** Ânes. Béret. **3.** Une. Sète. **4.** Ce. Fin. Ton. **5.** Hère. Épine. **6.** Ers. En. **7.** Ameutera. **8.** An. Rasai. **9.** Répétés. Ir. **10.** Soir. Selle. **VERTICALEMENT. I.** Cauchemars. **II.** Année. Néo. **III.** Bée. Réa. Pi. **IV.** As. Fermier. **V.** Si. Se. **VI.** Ébène. Ures. **VII.** Têt. Pétase. **VIII.** Rétines. **IX.** Se. On. Rail. **X.** Itinéraire.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du mardi 11 juin 37 517 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.










l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024

Les travailleurs indiens se sont lassés des chimères de Modi

ÉCONOMIE Le parti suprémaciste et ultralibéral du premier ministre n'a obtenu qu'une courte majorité lors des législatives. Un camouflet porté par les paysans et les ouvriers.

REPORTAGE



En Inde, seulement 37 % des femmes travaillent, souvent « des statuts ingrats ». CAISII MAO/NURPHOTO/AFP

New Delhi (Inde), envoyé spécial.

L'Inde autoritaire de Narendra Modi est visible dès l'entrée dans la mégapole de Delhi. Sur un immense entrepôt de la Nhai, la compagnie de chemins de fer d'État, on lit que celle-ci *« ne construit pas que des rails, mais une nation »*. Un avion de chasse décore le parterre qui sépare les deux routes à quatre voies. Dans l'hypercentre de la capitale, chaque rue comporte son lot de panneaux roulants en acier jaune que la police est prête à déployer pour bloquer la circulation. Depuis le résultat des législatives indiennes, qui ont privé Modi de majorité absolue, le quartier de la Lok Sabha (la Chambre basse) est clos, comme la route menant au Rashtrapati Bhavan, le palais présidentiel.

C'est là que le leader du Bharatiya Janata Party (BJP) tenait son troisième discours d'investiture, ce dimanche 9 juin. Un nouveau quinquennat lancé sous les ors, devant quelque 8 000 invités, dont la première ministre du Bangladesh voisin, Sheikh Hasina, qui a, comme lui, bradé les droits humains pour satisfaire le marché et les investisseurs étrangers. Les fausses promesses de ruissellement sont d'ailleurs l'une des raisons de la perte de sièges du BJP à la Lok Sabha. *« Non, je n'ai pas regardé son discours*, souffle Kush Alkumar, qui tient une échoppe informelle dans une arrière-cour, derrière les boutiques officielles. *Ça fait dix ans qu'il est premier ministre et j'ai été obligé de partir du Cachemire, on ne pouvait pas survivre là-bas. »* Sandales usées, tempes grisonnantes, il y a laissé sa femme et ses enfants, et leur envoie un peu d'argent chaque mois.

Ils sont nombreux à avoir quitté l'Inde périphérique pour les caniveaux de l'agglomération aux 33 millions d'habitants, dans l'espoir de gagner quelques roupies de plus. Tout cela à quelques encablures de Connaught Place, trois rues circulaires bondées de restaurants chics et de magasins de grandes marques, devant lesquels de vieilles dames font la manche et des enfants tirent sur la chemise des passants pour avoir quelque chose à grignoter. Au milieu, un gigantesque drapeau indien flotte sous la canicule, les bandes orange, blanche et verte assorties du rouet de Mohandas Gandhi. Le Mahatma (« grande âme ») avait repris cet objet pour symboliser l'autonomie et le développement économique de tout le peuple, au sortir de la décolonisation britannique.

Narendra Modi a obtenu une majorité absolue en 2014 et 2019 parce qu'il promettait ce développement aux États pauvres du Nord, dans lesquels il enregistrait ses plus hauts scores. Le mythe construit autour du populiste, petit vendeur de thé du Gujarat devant l'échoppe de son père, servait aussi à séduire les plus démunis. Mais, après une décennie, la désillusion a balayé les mirages du BJP. Les

partis progressistes, réunis sous la bannière de l'India, sont parvenus à se reposer sur leurs piliers paysan et ouvrier.

« Les campagnes ont eu un rôle prédominant, se félicite Vijoo Krishnan, secrétaire adjoint de l'All India Kisan Sabha, qui représente environ 15 millions d'agriculteurs. *Dans la ceinture agricole de l'Inde, c'est-à-dire le Penjab, l'Haryana, le Rajasthan, l'Uttar Pradesh et le Maharashtra, le BJP a perdu 38 sièges. »* Les progressistes ont profité des mobilisations paysannes contre le pouvoir qui n'ont pas cessé depuis 2021, alors que l'agriculture fait encore vivre 40 % des foyers du pays. Parmi les bonnes surprises du scrutin figure ainsi l'élection d'Amra Ram, l'un des leaders des agriculteurs, soutenu par le Parti communiste marxiste indien.

LES DROITS DES PEUPLES RASÉS AU BULLDOZER, AU PROFIT DES GRANDES ENTREPRISES

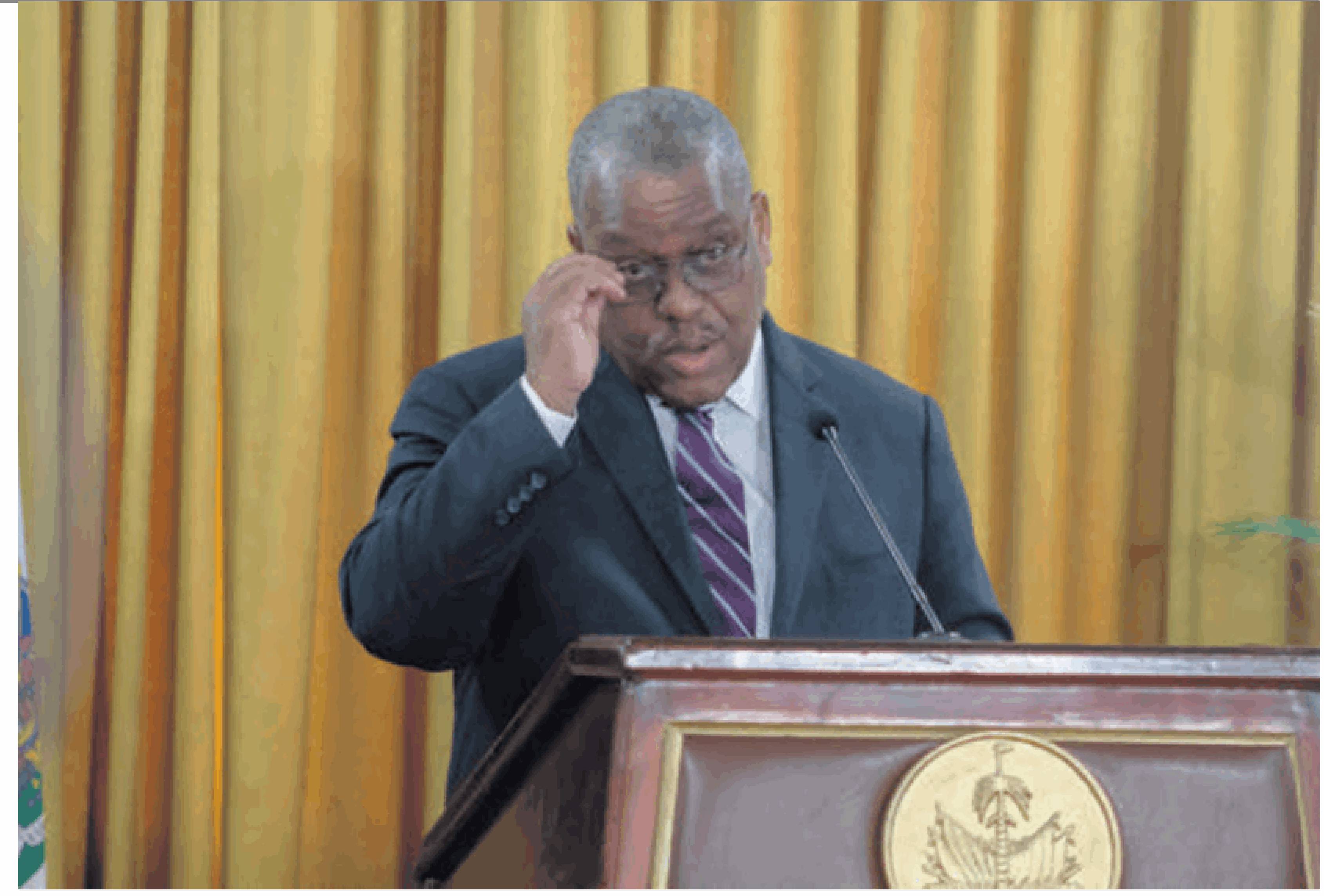
Toujours plus précaires et exploités par la grande distribution, les agriculteurs et les ouvriers ne goûtent que trop peu les Modinomics, surnom des politiques économiques du premier ministre. Celles-ci se résument à une extrême libéralisation, une hausse des impôts pour les classes moyennes et de nombreuses privatisations dans les services publics, à l'image du rachat d'Air India, la compagnie aérienne nationale, par Tata Group, en 2021. Malgré un PIB en hausse et une belle cote auprès du Fonds monétaire international, seule une personne sur dix vit bien en Inde, le pays comptant le plus de milliardaires au monde. Et ce 1 % des plus riches possède 40 % des biens du pays, un chiffre ahurissant, qui irrite Rajiv Dimri, secrétaire général de l'Aicctu, un syndicat qui compte 3 millions de membres. *« On a une hausse du chômage, des prix et de l'inflation alors que les salaires baissent*, déplore-t-il. *Et les travailleurs informels représentent désormais la moitié des travailleurs. »* Dans le pays le plus peuplé au monde, cela représente *« 450 millions »* de personnes que les organisations syndicales peinent à défendre, mais réussissent à mobiliser.

> « On a une hausse du chômage, des prix et de l'inflation alors que les salaires baissent. »
> RAJIV DIMRI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT AICCTU

Le chômage et la pauvreté touchent évidemment les minorités, qu'il s'agisse des basses castes ou des musulmans. Près de la moitié des jeunes sont au chômage (lire l'entretien avec Nitheesh Narayanan, vice-président de la Fédération indienne des étudiants, sur notre site) et le taux d'activité des Indiennes, s'il est passé de 23 % en 2017 à 37 % en 2023, demeure bien inférieur à celui des autres pays asiatiques : chez le voisin chinois, 60 % des femmes travaillent. *« Les femmes ont souvent des statuts encore plus ingrats*, poursuit Rajiv Dimri. *En Inde, nous avons des travailleurs qui ne sont pas considérés comme salariés – les "bénévoles" ou les travailleurs à l'acte –, qui peuvent ne toucher que 1 000 roupies au mois (11 euros). »*

De quoi faire bouillir les centaines de millions d'Indiennes et Indiens contre les chimères de Narendra Modi, rasant les droits des peuples au bulldozer (son symbole), au profit des grandes entreprises. Les groupes Ambani et Adani, ses alliés, représentent désormais 4 % du PIB et 25 % des investissements de l'Inde. En retour, ils diffusent le discours nationaliste dans leurs 370 médias, et le financent. C'était le cas pour les « bons électoraux », mis en place par Modi en 2017 pour donner anonymement aux partis politiques. En février dernier, la Cour suprême déclarait ce système *« inconstitutionnel »*. Lors de la campagne de 2019, le BJP avait empoché 3,5 milliards de bons, plus du double que l'ensemble de l'opposition. Les promesses de Modi restent d'essence populiste. Conscients, les travailleurs indiens entendent refaire tourner le rouet et briser le bâton qui y est bloqué depuis dix ans. ■

AXEL NODINOT



Le premier ministre Garry Conille, le 3 juin, à Port-au-Prince. GUERINAULT LOUIS/AFP

En Haïti, un nouvel exécutif sous influence états-unienne

CARAÏBE Trois mois après la démission d'Ariel Henry, le gouvernement de transition dirigé par Garry Conille prend ses fonctions, ce jeudi. Son défi majeur reste l'insécurité provoquée par les gangs, mais l'ombre de Washington plane plus que jamais.

Quatorze ministres, dont quatre femmes. Deux semaines après la désignation de Garry Conille comme premier ministre par le Conseil présidentiel de transition, lui-même mis en place le 12 avril, Haïti a enfin un nouveau gouvernement. Il compte 18 ministères, certains étant détenus par la même personne, à l'instar de Garry Conille qui est en charge du plus important portefeuille, dans un contexte de crise sécuritaire majeure face aux bandes armées : celui de l'Intérieur et des Collectivités territoriales. Les Affaires étrangères échoient à Dominique Dupuy, la représentante du pays à l'Unesco. À la tête du ministère de l'Économie a été nommée Ketleen Florestal, une ancienne du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Malgré la nomination de personnalités issues de la société haïtienne, comme le syndicaliste Georges Wilbert Franck au ministère du Travail, ce gouvernement est donc fortement teinté d'une coloration technocrate, à commencer par Garry Conille. Selon le chercheur au Centre tricontinental, Frédéric Thomas, *« il est perçu comme l'homme des États-Unis »*, notamment de par son parcours. *« Proche de Bill Clinton (il en était un collaborateur lors de la nomination de l'ancien président américain pour une mission en Haïti après le séisme de 2010 – NDLR), il a fait toute sa carrière à l'ONU, il a un profil de technocrate qui plaît à la Maison-Blanche et à la communauté internationale »*, analyse sur RFI le spécialiste du pays. Qui rappelle que, en Haïti, *« il y a une ingérence structurelle et systématique des États-Unis depuis au moins le XIXe siècle »*.

PÉNURIE DE NOURRITURE ET DE MÉDICAMENTS

Garry Conille avait déjà été brièvement premier ministre durant huit mois, entre 2011 et 2012. Il avait été finalement congédié par le président de l'époque, Michel Martelly, poussé par plusieurs ministres qui voulaient sa tête en raison de sa volonté de s'attaquer à la corruption. *« Il n'a pas été désigné pour un programme mais pour son profil, sur une gouvernance consensuelle »*, détaille Frédéric Thomas. La tâche de son gouvernement est pourtant immense : rétablir un semblant d'État de droit, alors que les gangs armés contrôlent 80 % de la capitale, Port-au-Prince, mais aussi plusieurs parties du territoire, y compris des points névralgiques et des zones rurales. Avec pour conséquence une pénurie de nourriture qui s'ajoute à celle de biens de première nécessité, notamment les médicaments.

Mais c'est d'abord sur la question de la lutte contre la violence que Garry Conille est attendu. Or, pour Frédéric Thomas, il existe *« deux stratégies : renforcer les institutions haïtiennes, la police, la justice, ou bien l'envoi d'une force étrangère »*. C'est bien la seconde qui est sur les rails depuis plusieurs mois, avec l'arrivée prévue de 1 000 policiers kényans, une force soutenue sur le plan politique, financier et logistique par les États-Unis. Ces derniers ne peuvent intervenir directement, car le souvenir en Haïti de leur ingérence est trop vivace : ils ont donc délégué au Kenya, dont le président William Ruto cherche à peser sur le plan international, la « sous-traitance » de cette force. Malgré les recours judiciaires à Nairobi, William Ruto a passé outre, et les premiers policiers devraient débarquer cette semaine en Haïti. ■

BENJAMIN KÖNIG

l'Humanité
JEUDI 13 JUIN 2024


CHRISTOPH SOEDER/DPA PICTURE ALLIANCE/AFP

Le président français, le chancelier allemand Olaf Scholz et le premier ministre polonais Donald Tusk, le 15 mars, à Berlin (Allemagne).

Emmanuel Macron affaibli sur la scène européenne

DIPLOMATIE À la suite de la défaite cinglante de son parti aux élections, le chef de l'État français a reçu des commentaires peu diplomatiques de la part de la Pologne. Son influence au sein du Conseil européen, qui définit les grandes orientations, pourrait être amoindrie.

Donald Tusk n'a pas la victoire modeste. Elle tient pourtant à un cheveu. Le premier ministre polonais, parvenu à écarter les nationaux-conservateurs de Droit et Justice (PiS) en octobre, l'a emporté, lors des européennes, en récoltant 37,06 % des voix contre 36,16 % pour ses adversaires eurosceptiques. De manière très peu diplomatique, Donald Tusk s'est pourtant permis de livrer son appréciation sur les défaites de ses alliés du Triangle de Weimar, Emmanuel Macron et le chancelier Olaf Scholz, dont le Parti social-démocrate (SPD) a connu un revers historique (13,9 %), loin derrière les conservateurs de la CDU-CSU (30 %). Un score qui permet à ces derniers de mettre sur la table l'hypothèse d'une dissolution dans les mêmes termes qu'en France. *« Ceux qui sont au pouvoir en Allemagne n'ont aucune raison d'être satisfaits. Ceux qui sont au pouvoir en France ont des raisons d'être terriblement tristes »*, a ainsi commenté l'ancien président polonais du Conseil européen, qui réunit les chefs d'État et de gouvernement. À Bruxelles, son parti, la Plateforme civique, est membre du Parti populaire européen (PPE) quand Renaissance est affilié aux libéraux de Renew et le SPD aux Socialistes et démocrates (S & D).

D'autres responsables européens, à l'instar du premier ministre espagnol Pedro Sánchez (PSOE, socialiste), se sont également fait devancer, sans se voir infliger les mêmes commentaires de leur homologue. Faut-il voir dans ces remarques de Donald Tusk une tentative de poursuite du basculement géopolitique de l'Union européenne vers son flanc Est ? Résolument atlantiste, le dirigeant polonais entend disposer, à la faveur de la guerre en Ukraine, de l'armée la plus puissante du continent, qui lui conférerait un poids politique et militaire pour atteindre ses objectifs vis-à-vis de l'UE avec le soutien de Washington et de l'Otan. Un tournant qui affaiblirait du même coup les projets de défense européenne d'Emmanuel Macron.

> « Ceux qui sont au pouvoir en France ont des raisons d'être terriblement tristes. »
> DONALD TUSK, PREMIER MINISTRE POLONAIS

DU RÈGNE SANS PARTAGE AU POUVOIR PARTAGÉ ?

L'affaiblissement de ce dernier risque d'avoir des conséquences au sein des instances européennes, surtout s'il est contraint à une cohabitation avec l'extrême droite à l'issue des législatives. Lors de son deuxième discours de la Sorbonne, en avril dernier, le président français avait presque endossé le rôle de premier dirigeant du continent. Son retour au Conseil européen, véritable cabine de pilotage de l'Union, lors de la réunion informelle du 17 juin prochain, pourrait avoir une tout autre saveur. Lors de cette rencontre, les chefs d'État et de gouvernement doivent commencer à évoquer la reconduction d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission. Peu favorable à ce scénario, Emmanuel Macron pourrait ne pas peser comme il l'avait fait en 2019 lorsqu'il avait soutenu la candidature de l'Allemande, dont la vision de l'autonomie stratégique, toutefois adossée à la solidarité atlantiste, diffère de celle du Français. À cette époque, il était également parvenu à arracher la présidence de la Banque centrale européenne en y plaçant Christine Lagarde. Quid aujourd'hui ? ■

LINA SANKARI

Quand l'ONU accuse Israël de « crimes contre l'humanité »

PROCHE-ORIENT C'est la première fois que l'institution utilise cette notion pour qualifier les actions de Tel-Aviv en territoire palestinien. Les crimes de guerre du Hamas sont aussi pointés.

« Les crimes contre l'humanité d'extermination, de meurtre, de persécution fondée sur le genre ciblant les hommes et les garçons palestiniens, de transfert forcé, d'actes de torture et de traitements inhumains et cruels, ont été commis » par Israël, vient de rapporter une commission d'enquête de l'ONU, accusant également des groupes armés palestiniens de « crimes de guerre ».

La commission d'enquête de l'ONU a été créée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour, entre autres, enquêter, dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est, et en Israël, sur toutes les allégations de violation du droit international humanitaire et d'atteinte au droit international des droits de l'homme commises depuis le 13 avril 2021.

Si Israël a été accusé à plusieurs reprises de crimes de guerre, c'est la première fois qu'un rapport utilise la notion de crime contre l'humanité. Le nombre considérable de victimes civiles à Gaza et la destruction massive de biens et d'infrastructures civils sont le résultat inévitable d'une stratégie visant à causer le maximum de dégâts, au mépris des principes de proportionnalité, a détaillé la commission, fustigeant l'utilisation intentionnelle d'armes lourdes dans des zones densément peuplées, mais aussi le fait d'imposer un *« siège total »* équivalant à *« une punition collective à l'encontre de la population civile »*.

Sur un autre plan, le document fait état de *« formes spécifiques de violence sexuelle et sexiste »*, dans le but *« d'humilier une communauté dans son ensemble et d'accentuer la subordination d'un peuple occupé »*. Le rapport s'appuie sur des entretiens avec des victimes, réalisés à distance et au cours d'une mission en Turquie et en Égypte, et sur nombre de documents, dont des rapports médico-légaux et des images satellites.

« Israël doit immédiatement cesser ses opérations militaires et ses attaques à Gaza, y compris l'assaut sur Rafah qui a coûté la vie à des centaines de civils et déplacé à nouveau des centaines de milliers de personnes vers des lieux dangereux, sans services de base ni aide humanitaire », a déclaré dans un communiqué Navi Pillay, présidente de la commission.

Tel-Aviv, qui n'a pas laissé les enquêteurs se rendre sur place, a, une fois de plus, fustigé les conclusions du rapport. La commission d'enquête *« a prouvé, encore une fois, que ses actions sont toutes au service d'un agenda politique focalisé contre Israël »*, a dénoncé l'ambassadrice Meirav Eilon Shahar, représentante permanente d'Israël auprès de l'ONU, à Genève. ■

PIERRE BARBANCEY

Françoise Hardy, astre solaire

DISPARITION Véritable icône, la chanteuse a incarné l'indépendance et la liberté. Léguant une œuvre musicale majeure, elle est l'une des rares françaises à séduire les artistes du monde entier. Elle est décédée à l'âge de 80 ans.



Elle a écrit et composé musiques, romans et livres durant six décennies. MARIANNE ROSENSTIEHL/OPALE.PHOTO

La maladie qui la poursuivait depuis des années aura fatalement eu raison d'elle. Françoise Hardy est décédée dans sa 81e année. C'est son fils unique, Thomas, qui l'a annoncé mardi soir, sur les réseaux sociaux. Le Printemps de Bourges avait anticipé la fâcheuse nouvelle en consacrant à l'icône deux soirées orchestrées par Sage, orfèvre de la pop française, qui ont fédéré la jeune garde de la chanson pop – Clara Luciani, Zaho de Sagazan, Voyou, November Ultra, Albin de la Simone ou encore Clara Ysé – comme preuve de son influence durable. L'annonce de sa mort a reçu un écho mondial rare, jusqu'à Chuck D., leader du grand groupe de rap états-unien Public Enemy, et une pluie d'hommages a salué cette artiste branchée sur les avant-gardes anglo-saxonnes qui aura incarné l'émancipation des femmes, musicalement et physiquement.

L'ANGLETERRE L'ACCLAME, L'EUROPE LA RÉCLAME

C'est pourtant timide et complexée qu'elle vit ses premières années. Françoise Hardy ne sait que faire de ce corps svelte et grand, maladroit « d'être là », et craint à chaque instant que l'imposture ne soit révélée. L'égérie des années 1960 aura finalement magnétisé ses publics. N'est-ce pas Mick Jagger qui la décréta *« idéal et fantasme absolu »* ? N'est-ce pas David Bowie ou Bob Dylan qui en tombèrent amoureux et se livrèrent à une cour prolongée auprès de cette gamine du 9e arrondissement de Paris ? La chanteuse a incarné une époque, son époque, qui vient à peine de se clore. La fin des années 1950 a remisé les courbes marketées et les pulpes des pin-up. Les apparences androgynes fleurissent. Twiggy, Jean Seberg et Niko imposent une silhouette loin du vase clos des calendriers pour cabine de chauffeur routier. En France, ce sera Françoise Hardy, puis Jane Birkin. Un vent libéral (au sens anglo-saxon) se lève sur la décennie à venir et les femmes se (re)dressent. Quand Adamo s'enquiert de l'autorisation parentale pour *« emprunter »* la main de sa bien-aimée, Hardy observe pour son premier succès *« des garçons et des filles »*, *« dans la rue »*, *« main dans la main »* et *« amoureux »*. Françoise Hardy fut une artiste. Sa disparition doit permettre de balayer un écueil. Il lui a souvent été associé l'image et le poids des « hommes de sa vie ». Le patriarcat semble peu enclin à tolérer le succès et les mérites s'ils ne sont pas de premier ordre et masculins. À longueur d'archives et d'entretiens, il est toujours questions du photographe Jean-Marie Périer, du chanteur Jacques Dutronc ou de son fils et ■■■

musicien Thomas Dutronc. Françoise Hardy a écrit et composé musiques, romans et livres durant six décennies.

La chanteuse naît le 17 janvier 1944 à Paris dans le fécond 9e arrondissement qui verra éclore notamment Jacques Dutronc et Johnny Hallyday. Fruit d'une relation adultérine, Françoise grandira, avec sa sœur cadette, aux côtés d'une mère célibataire. Le père est absent. Les pensions, les cadeaux, les attentions et les présences n'existent guère. Face aux remontrances de sa grand-mère, la jeune fille se mure, ou plutôt grandit de l'intérieur. La littérature et la musique lui servent de tuteur. Madame rêve. Elvis Presley remplace vite Georges Guétary. En juin 1960, Françoise Hardy reçoit une guitare en retour de l'obtention du baccalauréat. Il lui faudra un an avant de s'en emparer. Elle dit se trouver *« limitée »* et ne connaître que *« trois ou quatre accords »*. La simplicité est souvent difficile; l'émotion est à l'os. Sur une idée de Sacha Guitry, Mireille Hartuch dirige, depuis le milieu des années 1950, un conservatoire destiné à la chanson et à la variété. Françoise Hardy s'y inscrit après un échec auprès d'une maison de disques. Dès sa première télévision, l'artiste subjugue. Le label Vogue veut désormais en faire le pendant féminin d'un certain Jean-Philippe Smet. À la faveur d'un intermède musical lors des résultats du référendum de 1962, dédié au suffrage universel direct, Hardy apparaît à nouveau à l'écran et les Français prononcent un grand oui. En moins de deux mois, le titre *Tous les garçons et les filles* atteindra les 500 000 exemplaires vendus, puis un million de copies. La timide Françoise Hardy a déclenché une tornade. Cinéastes, acteurs, créateurs de mode, photographes et musiciens sont à genoux.

Françoise Hardy est l'incarnation d'une époque, et de l'émancipation des femmes, musicalement et physiquement.

Françoise ne comprend pas ce succès et se laisse porter. L'Angleterre l'acclame puis l'Europe la réclame. Roger Vadim, Yves Saint-Laurent, Françoise Sagan, William Klein, Paco Rabanne, André Courrèges redoublent d'imagination pour approcher le mythe en devenir, car, en parallèle de sa carrière immense, Hardy a créé une icône. Derrière les bottes, les franges et les minijupes ou même le Perfecto en cuir qui peuplent, fort heureusement, nos rues, il y a Françoise Hardy, libre et convaincue. En 1970, elle est au sommet, une égérie. Elle a visité le monde et les continents avec *« ses mélancolies, ses nostalgies et ses musiques tristes »*. Elle a déjà publié neuf disques, dont deux en anglais et le tubesque *Comment te dire adieu*, en 1968, quand elle lance, avec le disque *Soleil*, son propre réseau de distribution de disques et décide de s'affranchir de son producteur. Elle a déjà travaillé avec Gainsbourg. Hardy explore. En 1971, elle publie *la Question*, en réponse au régime en place au Brésil, au point d'en emprunter les sonorités. *« J'ai eu l'impression, avec cet album, de grimper un échelon. J'allais vers une certaine forme de sophistication qui, malheureusement, est moins populaire »*, avouera-t-elle.

Si elle exaspérait par son tropisme réactionnaire, maudissant « l'égalitarisme », fustigeant les impôts et les services publics, ou agaçait par son mysticisme astrologique et cartomancien, la chanteuse n'aura de cesse de se réinventer et de s'offrir en partage. Elle a agrégé Berger, Jonasz, plus tard Biolay ou encore Daho, son plus grand admirateur, mais aussi dispensé sa plume et son aile auprès notamment de Véronique Sanson. Et de retenir, parmi ses 28 disques publiés, *le Danger* (1996), dont la magie rock incantatoire est placée sous le signe notamment de Rodolphe Burger. Ne chantait-elle pas, sur le titre *Zéro partout*, où elle affirmait n'avoir plus rien à perdre, ni à quel point elle s'en foutait : *« La beauté niée, détournée/On aimerait rire/Des faux soupirs/Au moins lui dire/Le vain miroir qu'elle tend, les fards/Le vent qu'elle vend. »* ■

LIONEL DECOTTIGNIES AVEC CLÉMENT GARCIA

Le rendez-vous des livres



Le texte témoigne d'un émerveillement pour des paysages exotiques d'une ville aux portes du désert, et l'étrangeté de ces rues où souffle un vent sec. NOLL / GLASSHOUSE IMAGES

Chantal Thomas, l'Arizona comme une page blanche

LITTÉRATURE L'académicienne publie son journal tenu pendant six mois en 1982, alors qu'elle enseignait à l'université de Tucson aux États-Unis.

***Journal d'Arizona*, de Chantal Thomas, Seuil, collection « Fiction et compagnie », 192 pages, 21 euros**

Dans la géographie intime de Chantal Thomas, les États-Unis occupent une place à part. Alors que Nice et le bassin d'Arcachon, les deux autres pôles magnétiques de son écriture, la ramènent à l'enfance et à la famille, l'Amérique ouvre un espace de liberté, une page blanche littéraire et personnelle. C'est le cas de ce *Journal d'Arizona* qui poursuit différemment l'aventure d'*East Village Blues* (2019), récit d'un séjour à New York au milieu des années 1970. Comme le raconte Chantal Thomas dans la préface, c'est un documentaire sur l'écrivain Jim Harrison, vu au cinéma après le confinement, qui lui a donné envie de rouvrir les cahiers tenus entre janvier et juin 1982. Une époque marquée par l'élection de Ronald Reagan, président-acteur, symptôme de l'avènement de la société du spectacle et héraut d'une idéologie anticommuniste, et surtout par l'apparition du sida.

C'est dans cette période charnière que Chantal Thomas, qui a alors 37 ans et a publié sa thèse sur Sade, arrive en Arizona. Pendant six mois, elle va enseigner la conversation et la littérature du XVIIIe siècle aux étudiants de l'université de Tucson, une ville aux portes du désert.

DIALOGUE ENTRE L'ANCIEN ET LE NOUVEAU MONDE

Illustré par des cartes postales colorées envoyées par l'autrice à sa grand-mère, Mamée, son journal témoigne d'abord d'un émerveillement pour des paysages puissamment exotiques et les fleurs de cactus qui s'épanouissent au printemps. Seule, l'enseignante vacataire, qui a laissé à New York une relation houleuse, fait confiance au hasard des rencontres, amicales ou amoureuses. Portée par l'étrangeté des rues où souffle un vent sec, elle circule à vélo dans une ville conçue pour les voitures, rêve à la rencontre (fictive) de Georges Simenon et Jack Kerouac, tous deux passés par Tucson. C'est pourtant *la Vie de Marianne*, de Marivaux, qu'elle enseigne à ses étudiants, qui occupe la plus grande place dans ce *Journal d'Arizona*, produisant un étonnant dialogue entre l'Ancien et le Nouveau Monde, entre des mœurs et des cultures aux antipodes.

Par sa forme même, quotidienne, instantanée, le journal met au jour un autre type d'écriture, vif, doucement ironique, qui ouvre l'imaginaire comme un tableau d'Edward Hopper : *« La piscine en forme de haricot. Lisse et opaque, comme un suicide réussi. »* Puisque, à l'origine, il n'était pas destiné à être publié, il apparaît comme le lieu de tous les possibles, soustrait aux jugements. Le rêve y occupe d'ailleurs une place importante, comme une surface de projection où s'écrivent les fantasmes, les espoirs, les inquiétudes. C'est aussi, pour celle qui aspire à d'autres territoires littéraires que la recherche ou la critique universitaire, une manière de panser la blessure infligée par les éditeurs parisiens qui ont refusé son manuscrit au titre sadien : *Bonté divine ou les prospérités de Bécassine*.

Ce journal, écrit *« à même le texte de l'Arizona »*, s'arrête brutalement au Mexique. Avec quarante ans de distance, Chantal Thomas a fait confiance à sa mémoire pour achever le voyage dans un texte plus narratif qui ouvre l'aube d'une vie nouvelle. On a hâte de lire la suite de ses aventures américaines. ■

SOPHIE JOUBERT



Léonie d'Aunet, de la prison au Spitzberg

LITTÉRATURE Sophie Poirier noue un dialogue sensible avec une femme qui connut la honte et l'aventure, l'amitié et la passion des lettres. Par l'autrice du *Signal*.

***La Femme domino*, de Sophie Poirier, Inculte, 122 pages, 14,50 euros**

Quelle image garder de Léonie d'Aunet ? On aimerait que ce ne soit pas seulement celle d'une femme surprise en *« conversation criminelle »* avec Victor Hugo par un commissaire de police requis par un mari. C'est hélas celle que l'histoire a retenue. Anecdote confortant la légende gaillarde du poète, l'affaire est trop emblématique de la condition des femmes au XIXe siècle pour qu'on la saute à pieds joints.

Léonie d'Aunet a été le modèle, puis la maîtresse du peintre François-Auguste Biard. À la naissance de leur premier enfant, ils se marient. Quelques années plus tard, elle rencontre Victor Hugo, qui tombe amoureux d'elle. Mais ce n'est pas une de ces passades dont le grand homme est coutumier. L'histoire qui commence durera jusqu'à l'exil du poète. En attendant, le mari jaloux les fait surprendre en flagrant délit d'adultère. On sourit – sacré Victor ! – mais tout cela va plus loin qu'un banal vaudeville. L'homme, pair de France, est protégé par son immunité. La femme est enfermée, d'abord à la prison de Saint-Lazare, puis dans un couvent. Nous sommes en 1845, Léonie a 25 ans, le divorce n'existe pas et l'adultère est un délit pour les femmes.

Sophie Poirier, dont on avait aimé *le Signal* (Inculte, 2022), n'entend pas laisser le souvenir de Léonie cantonné dans ce rôle de victime. *La Femme domino* la saisit au moment des premières poses chez son futur mari, exprimant ses aspirations, ses exigences. *« Elle connaît (…) celles à qui elle a envie de ressembler, celles qui ont une originalité, une liberté. Romancières, comme George Sand. Ou aventurières, comme Henriette d'Angeville grimpant le mont Blanc. »*


Portrait de Léonie d'Aunet par François Auguste Biard en 1842. JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES

Léonie d'Aunet sera la première femme à débarquer au Spitzberg, en 1838. Elle embobine le capitaine de la corvette *La Recherche*, en partance pour une mission dans le Grand Nord. Il la prendra à bord. En échange, elle convaincra son mari de se joindre à l'expédition comme dessinateur. Il en rapportera des sujets qui feront sa renommée et, elle, la matière d'un livre.

Voyage d'une femme au Spitzberg, qui paraît en 1854, prend la forme de lettres à son frère, déjà mort à l'époque, et connaît un succès qui se poursuit encore aujourd'hui. Léonie entame une carrière littéraire et laisse deux pièces de théâtre, quatre romans et des recueils de nouvelles. Conçue comme un dialogue avec cette oubliée de l'histoire, *la Femme domino* l'incorpore explicitement aux luttes féministes d'aujourd'hui, où elle aurait été sans nul doute en première ligne. ■

ALAIN NICOLAS

R d'Éden, le jardin dans la boue de Maxime Actis

LITTÉRATURE Dans un lieu de repos, des femmes et des hommes, les Brutusses et les Brutus, se réfugient. Ils racontent et revivent leurs histoires.

***Brutus, Brutusses*, de Maxime Actis, l'Ogre, 224 pages, 20 euros**

C'est à R d'Éden que se retrouvent les Brutusses et les Brutus. Déplacés, réfugiés, fuyards ou tout simplement voulant *« échapper à la pression des administrations »*. Ce nom, R d'Éden, est *« un mauvais jeu de mots, un plagiat tiré d'un souvenir grisant du propriétaire. Le lieu initial s'appelait* Aire d'Éden *»*. C'est une grande propriété qui fut naguère une aire de repos, où les automobilistes s'arrêtaient pour une pause-déjeuner. Le propriétaire fut l'un d'eux, mais lui n'est jamais reparti.

On ignore comment il devint propriétaire des lieux, abandonnés à la suite d'on ne sait quelle catastrophe. Il y maintient l'idée d'un libre accès. Il choisit un nom qui rappelle l'ancien : R d'Éden. *« R comme racines »*, dit-il. Mais on pourrait aussi bien dire comme refuge, comme repos. Ou même comme raconter.

UN UNIVERS MATÉRIEL TRÈS PRÉSENT

C'est ce que font, en général, les arrivants, les Brutusses et Brutus. On ne sait d'où leur vient ce nom, qui en latin signifie stupide, *« c'est-à-dire personne et tout le monde, c'est-à-dire abîmé·e·s au contact du réel »*. Individuellement, ils se nomment en accolant à Brutus ou Brutusse un mot qui peut renvoyer à une chose, un état, ou même un autre nom propre, un chiffre ou rien du tout. On croise ainsi Brutus-Houe, Brutusse-Prestige, Brutus-Naomi, Brutusse-Abarr, Brutusse-17 ou Brutus-Gluc. Le propriétaire lui-même s'appelle Brutus-Chien, forme courte de Brutus-Chien sous la lune.

Le roman se présente sous la forme de 78 brefs chapitres décrivant le voyage jusqu'à R d'Éden et les conditions de vie qu'on y trouve. Le climat s'est dégradé, et à la sécheresse a succédé une pluie continuelle qui transforme tout en boue. Le roman de Maxime Actis met au premier plan un univers matériel très présent, des corps qui le subissent et luttent. Un réalisme puissant qui s'oppose aux effets d'étrangeté de la dystopie qu'il propose. Étrangeté toute relative. L'auteur donne explicitement la liste des événements qui marquent les Brutus et Brutusses. Les inondations de la Roya et des Hauts-de-France, les incendies de Grèce, de Gironde et des Landes, les passages, tentatives, routes de migrants du Briançonnais, d'Agadez, les camps de Thessalonique, de Calais, du Tchad, les soulèvements de Syrie, la fuite des Arméniens du Haut-Karabakh, la liste est longue, qui comprend la mort de Mahsa Amini, Hébron, Gaza, Rafah.

Tous racontés, revécus, passés sur l'atelier de l'écriture qui laisse, éclatante de clarté, cette évidence que nous sommes toutes et tous des Brutusses et des Brutus. ■

A. N.

Toutes ensemble sur la piste du tueur de femmes

LITTÉRATURE Alors qu'un assassin adepte des féminicides sévit à Paris, un collectif se monte pour l'empêcher de nuire. Une fable politique de Leslie Kaplan.

***L'Assassin du dimanche* de Leslie Kaplan, P.O.L, 144 pages, 14 euros**

Le titre de ce petit livre sonne comme celui d'un roman de Simenon ou d'un film en noir et blanc des années 1940. C'est pourtant bien l'époque actuelle, sa violence, ses colères et ses féminicides, que met en scène Leslie Kaplan dans une fable diablement politique. Dans la lignée d'*Un fou* (2022), qui invitait au désordre en démontant avec humour le vide du langage politique, *l'Assassin du dimanche* prend l'allure d'un conte pour inventer une utopie féministe où l'élan collectif vient à bout d'un tueur de femmes. Symptôme d'une société en proie au chaos où de nouvelles dominations se font jour, l'assassin du dimanche est un *« psychopathe criminel »* dont on ne sait presque rien. Venue de banlieue, Eva, amoureuse de Kafka et échappée d'un précédent livre de Leslie Kaplan (*le Psychanalyste*, 2001), organise le Grand collectif de la région parisienne pour le *« mettre hors d'état de nuire »*. Dans l'arrière-salle d'un café près de la Bastille, des femmes qui n'auraient jamais dû se croiser vont se rencontrer : Aurélie, ouvrière dans une usine de biscottes ; Jacqueline, ancienne braqueuse ; Stella, splendide mannequin ; Anaïs, professeure de philosophie ; et Louise, femme de théâtre. Plus que la traque du tueur, presque accessoire, ce sont ces femmes qui intéressent Leslie Kaplan, la manière dont elles prennent leur vie en main et trouvent une issue ensemble, prêtes à déplacer les montagnes. ■

S. J.

LA CHRONIQUE PHILO DE **CYNTHIA FLEURY**



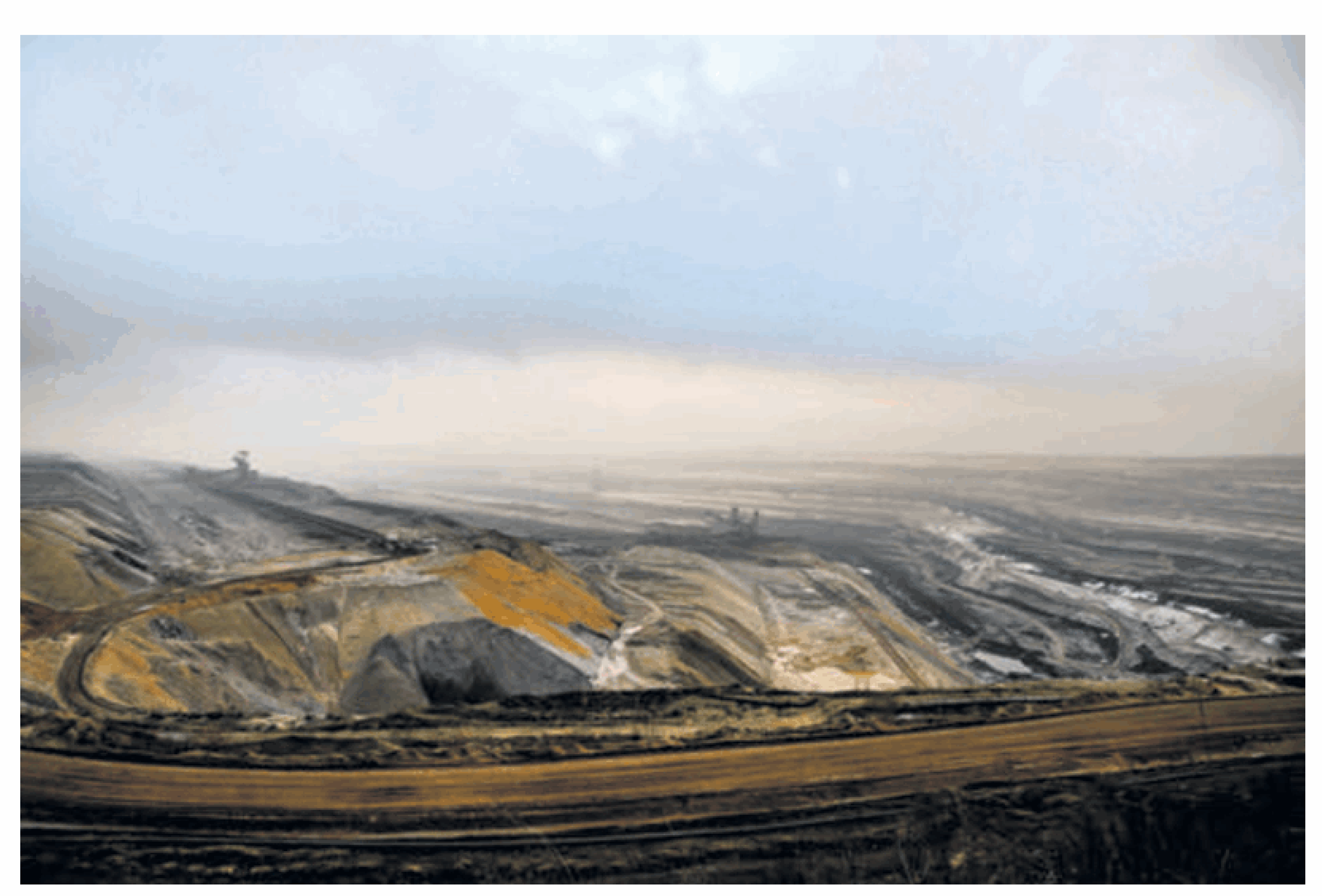
Don et Doña Quichotte

C'est l'une des plus célèbres figures de la littérature, si tonitruante qu'elle est aussi l'emblème des vies épiques et mélancoliques, figure aux mille facettes et qui se révèle au travers de deux corps que tout oppose : car, aux côtés de Don Quichotte, il y a l'inénarrable Sancho Pança. Et William Marx, dans son *Été avec Don Quichotte* (les Équateurs/France Inter, 2024), de les décrire ainsi : *« Ce ne sont pas seulement deux esprits, mais deux corps qui dialoguent, deux silhouettes imprimées au fond de la rétine, le grand maigre et le petit gros, l'ascète et le bon vivant, l'insomniaque et le gros dormeur, celui qui va à cheval et celui qui monte à dos d'âne, tous les deux cheminant cahin-caha sur les chemins de notre mémoire, éternellement. »*

Ces deux âmes cheminant cahin-caha, c'est nous tous, notre ambivalence, nos peurs et nos espoirs, et nos tentatives d'aventure pour s'opposer à la finitude humaine. Et ce roman est à lui seul le premier et le dernier de son genre, une forme de « méta-roman » qui a inspiré des générations d'écrivains, de Sterne, Diderot, Kafka à Eco, en passant par Joyce, Gide, Borges, et Robbe-Grillet, pour ne citer que les principaux. *« Le cerveau de Don Quichotte*, écrit William Marx, *nous découvre les rouages mêmes de la création ; il nous fait pénétrer au cœur des mécanismes de la fabulation, mise en branle de manière opiniâtre par un besoin de sens jamais rassasié, toujours à combler. Inventer un univers, créer à profusion, en toutes circonstances, des êtres et des mondes : au long des plus de mille pages qui déroulent ses aventures, l'hidalgo ne fait que cela, et c'est en quoi il peut être qualifié d'ingénieux. »*

> Une forme de « méta-roman » qui a inspiré des générations d'écrivains, de Diderot à Kafka, en passant par Joyce et Borges.

Pourtant, la vie de Don Quichotte n'a rien de chevaleresque. Il est comme Emma Bovary qui se rêve autre et rêve d'une autre vie. L'auteur s'amuse à nous désorienter en nous faisant prendre les mots de Flaubert pour ceux de Cervantès : *« Ce n'étaient qu'amours, amants, amantes, dames persécutées s'évanouissant dans des pavillons solitaires, postillons qu'on tue à tous les relais, chevaux qu'on crève à toutes les pages, forêts sombres, troubles du cœur, serments, sanglots, larmes et baisers, nacelles au clair de lune, rossignols dans les bosquets, messieurs braves comme des lions, doux comme des agneaux, vertueux comme on ne l'est pas, toujours bien mis, et qui pleurent comme des urnes. »* Oui ce sont bien là les lectures d'Emma qui face à sa vie terne s'imagine des mondes pittoresques et des destins immenses. Cervantès a écrit une farce aux allures de tragédie qui narre les insuffisances humaines, un roman foncièrement ironique qui use de « doubles fonds », de « lapsus narratifs », de « miroirs sans tain » pour mieux nous perdre et nous obliger à plus d'humilité. ■



Gisement de lignite à ciel ouvert de Garzweiler, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne). INA FASSBENDER/AFP

Le fond de la réalité minière est lourd

ENQUÊTE La journaliste et philosophe Celia Izoard documente l'extraction et l'exploitation des métaux à l'ère de la transition énergétique, pour mieux en déconstruire la mystique.

***La Ruée minière au XXIe siècle*, de Celia Izoard, Seuil, 352 pages, 23 euros**

Des mines allemandes de la fin du XVe siècle à la guerre des ressources en Ukraine, en passant par le Maroc et l'Andalousie, Celia Izoard nous offre un voyage initiatique lourd de sens dans les méandres de *« l'enfer métallurgique »* qui a jalonné, et jalonne encore, notre histoire. Selon l'autrice, *« il n'y aura pas de solution minière à la crise climatique »*. L'ère de la « transition » et des technologies bas carbone ne serait qu'une chimère, une immense propagande portée par les élites capitalistes, *« de la Banque mondiale à l'Agence internationale de l'énergie, de Washington à Bruxelles et du Kremlin à Pékin »*.

Un véritable système mafieux, capable de se vanter de limiter les émissions carbone en se jetant à corps perdu dans l'exploitation des sous-sols – activité à risque, vorace en énergie, productrice de déchets et destructrice de l'environnement –, qui offrirait plus qu'un simple soutien aveugle aux grands groupes miniers coupables d'abus innombrables. Comment concevoir qu'extraire en trente ans autant de métaux que nous n'en avons extraits depuis le début de l'histoire de l'humanité soit une réponse convenable à la problématique du réchauffement climatique ? Dans son ouvrage *la Ruée minière au XXIe siècle*, disponible aux éditions du Seuil dans la collection « Écocène », la journaliste et philosophe s'attache à déconstruire la *« mystique extractiviste »* du capitalisme et notre propre faillite sociétale du *« tout-métaux »*. La rigueur de cet ouvrage tire son essence d'enquêtes de terrain éloquentes, d'un véritable panorama historique de la mine industrielle et d'une lecture de ce nouveau *« boom minier »* comme reflet des transformations géopolitiques du monde.

> L'ère de la « transition » et des technologies bas carbone ne serait qu'une immense propagande.

UNE EMPRISE SUR LES CORPS ET LA TERRE À RENVERSER

Les puissances occidentales impérialistes se pensaient affranchies de la matière dans un nouveau monde virtuel, elles en ont perdu leur hégémonie. C'est une tare à l'heure de la course au numérique, à l'aérospatiale ou à l'armement, secteurs aux besoins en métaux colossaux. Avec cette transition technologique et technocratique, elles se sont octroyé une situation de statu quo confortable qui leur permet, encore et toujours, de profiter de leur emprise sur les corps et la terre pour satisfaire leur appétit insatiable de profits.

Petit bémol sur l'ouvrage : la parenthèse développée sur les concepts de « cosmologie extractiviste » et « d'homme faber » pourra perdre certains lecteurs par leur dimension métaphysique, décousant le temps de quelques pages le propos. Pour autant, le tour de force de l'autrice de *Merci de changer de métier. Lettres aux humains qui robotisent le monde* (Éditions de la dernière lettre, 2020) reste une réussite totale pour décrire la réalité minière de notre temps. Charge à nous de nous approprier ces enseignements pour renverser un rapport de force défavorable et ainsi *« déminer le capitalisme »*. ■

ALEXIS BERTHEMIER

« Quel accès pour les classes populaires aux études supérieures ?

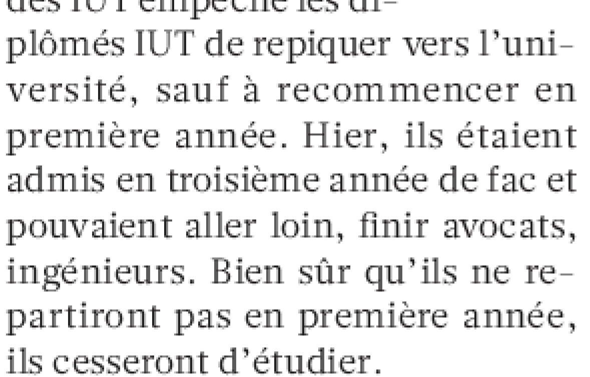
Les enfants d'ouvriers sont toujours moins nombreux dans les formations universitaires longues. De Parcoursup à MonMaster, les plateformes d'orientation sont soupçonnées de sélection sociale.

Les récentes réformes du système éducatif ont encore fermé un peu plus la porte de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des classes défavorisées.


BRUNO ARBESU

WILLY PELLETIER
Sociologue en IUT, université de Picardie

Les jeunes de milieux populaires sont-ils plus écartés qu'auparavant des études supérieures. Parcoursup interdit aux familles des territoires pauvres d'envoyer leurs enfants dans des filières propulsives. Et, c'est trop peu aperçu, la réforme en 2021 des IUT empêche les diplômés IUT de repiquer vers l'université, sauf à recommencer en première année. Hier, ils étaient admis en troisième année de fac et pouvaient aller loin, finir avocats, ingénieurs. Bien sûr qu'ils ne repartiront pas en première année, ils cesseront d'étudier.



Qui va en IUT ? Pour la presque totalité, des jeunes qui sont les premiers dans leur famille à avoir le bac, des enfants d'ouvriers, d'aides-soignantes, d'agents des routes, d'agents d'entretien… Les enfants de ceux sans qui rien dans ce monde ne tourne, et contre qui une forme d'apartheid universitaire est imposée : si quelques enfants à vous, les premiers de corvée, le plus souvent des femmes, se hissent dans le supérieur, alors ce sera pour du cursus court et séparé ! Car les Safia, Théo, Iman, qui font leur IUT, pour 80 % d'entre eux travaillent pour financer leurs études. En usine, à la caisse des supermarchés, au MacDo, chez Decathlon ou même dans des Ehpad comme agents d'entretien, etc. Main-d'œuvre payée rien, corvéable à tout-va, obligée de la fermer, d'en rabattre, sous peine d'être virée. Ensuite, comment payer le loyer, l'essence et manger. Un étudiant sur cinq ne mange pas à sa faim. Safia incarne cette vie maltraitée ; une vie pleine de joie aussi, d'élan, de copines d'enfance, dont elle est la fierté car elle a eu le bac. Mais Safia n'est pas seulement Safia. Elle est sa famille entière qui l'a portée, aidée dans des conditions impossibles, un logement exigu, le chômage puis la maladie professionnelle du papa. Elle est tous ces étudiants qui travaillent et qui, à force de sacrifices, de peines, d'existences à l'euro près, réussissent leurs examens. Nous avons vu Safia. Elle, qui pétille. La fac de ce pays exclut que les filles comme Safia aillent loin, s'ouvrent un futur plein de jours heureux ; forcent, bougent cette destinée tracée qui assigne tant de femmes des quartiers à rester aux corvées. Pourquoi ces réformes qui s'empilent pour écarter les Safia des études longues ? La bourgeoisie craint qu'elle ne concurrence ses enfants ? Non. Réussir à l'école suppose du capital, culturel d'abord, économique aussi. Il y a de moins en moins d'enfants d'ouvriers en prépas : seulement 7 % des classes. La bourgeoisie n'a rien à craindre.

> Une forme d'apartheid universitaire est imposée aux enfants des premiers de corvée.

Alors pourquoi ces réformes d'exclusion, et davantage sans arrêt ? Simplement et c'est là le grand et misérable secret, car ceux qui imposent cet « apartheid des classes » accélèrent leur carrière politique, dans les ministères ou dans leur passage vers le privé, ils affichent leur zèle, leur dévotion à dresser autour des riches des barrières de caste. Et des Safia, ils s'en foutent. Dans leur vie, ils ne connaissent pas une fille comme elle. Malheureusement pour eux. ■

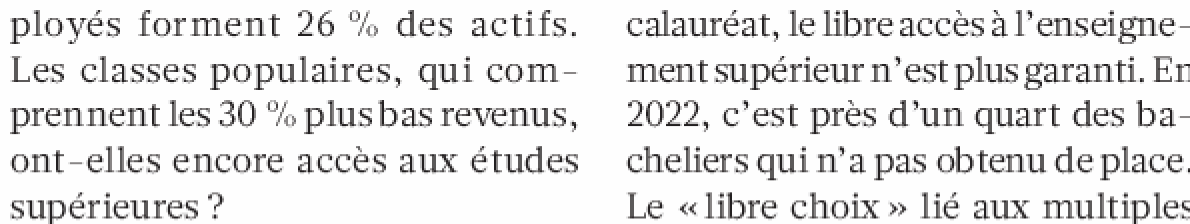
Seulement 12 % des étudiants sont enfants d'ouvriers et ceux-ci sont principalement orientés vers les formations courtes comme les BTS.



CÉLINE PIOT
Historienne, université de Bordeaux

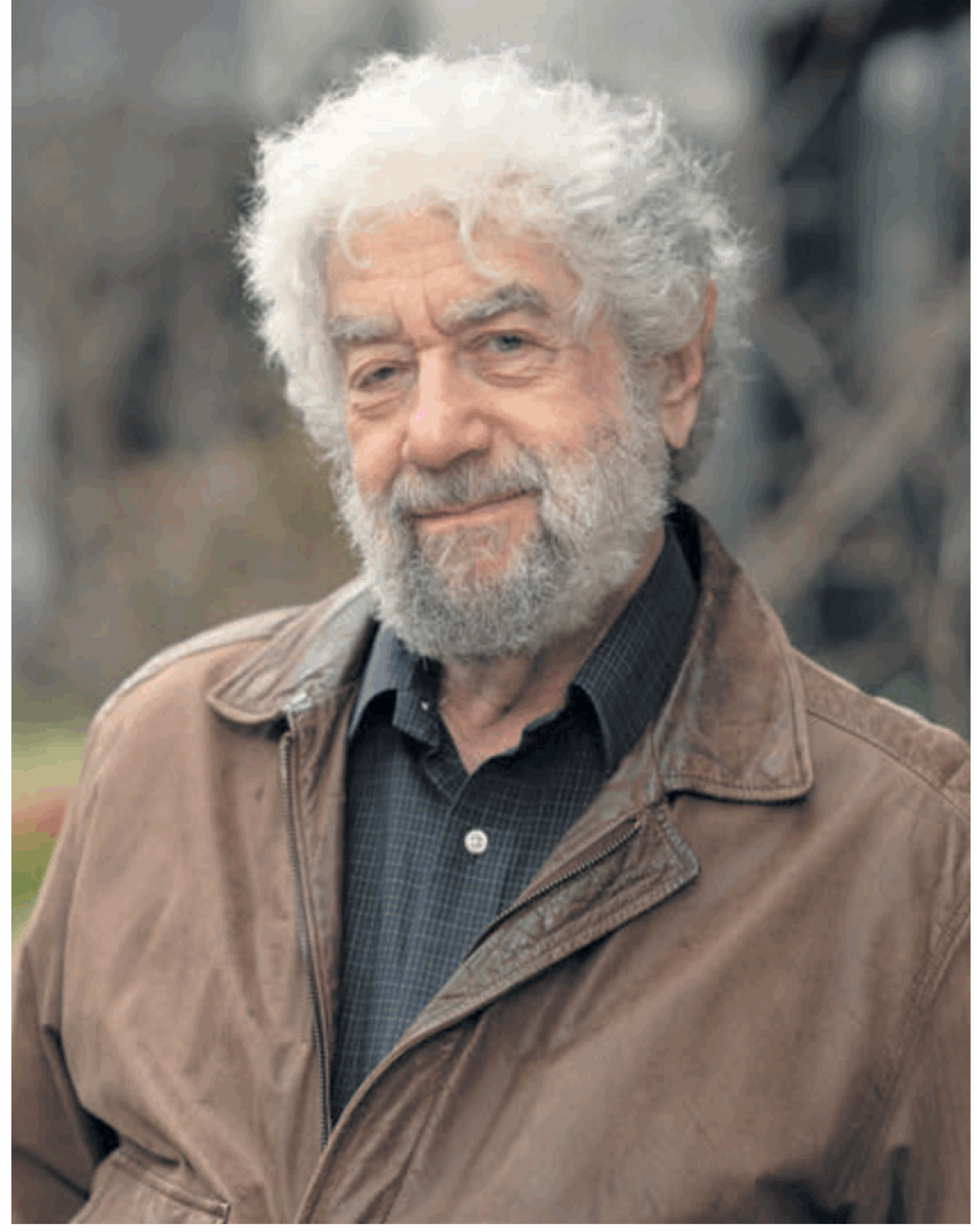
Bien que l'Insee ne distingue pas les catégories socioprofessionnelles en « populaires », « moyennes » et « supérieures », les sociologues qualifient toutefois de « populaires » les catégories employées et ouvrières. Les ouvriers représentent en France 21 % de la population active tandis que les employés forment 26 % des actifs. Les classes populaires, qui comprennent les 30 % plus bas revenus, ont-elles encore accès aux études supérieures ?

Si, depuis les années 1980, le nombre des détenteurs de diplômes post-bac parmi les enfants des classes populaires salariées a augmenté, ces classes sont encore largement sous-représentées dans l'enseignement supérieur. En effet, selon les données de 2019-2020 du ministère de l'Éducation nationale, les enfants d'ouvriers représentent seulement 12 % de l'ensemble des étudiants. À l'opposé, les enfants de cadres supérieurs représentent 34 % des étudiants, alors que, au collège, le nombre d'enfants de cadres est inférieur à celui des enfants d'ouvriers. Cela signifie que, plus on s'élève dans les études supérieures, moins on compte de jeunes des milieux populaires. Du reste, le nombre d'enfants d'ouvriers tombe à 9 % en master (bac + 5), contre 40 % pour les enfants de cadres supérieurs, et à 6 % en doctorat (bac + 8). Les écarts sont encore plus grands dans certaines filières. Ainsi, dans les classes préparatoires aux grandes écoles et dans les écoles d'ingénieurs, les enfants de cadres supérieurs sont respectivement sept et dix fois plus nombreux que ceux d'ouvriers. Dans les écoles de commerce, la part d'enfants de cadres supérieurs est même onze fois plus importante. En revanche, dans les BTS, la part des enfants d'ouvriers représente 23 %. Depuis la réforme de 2019 du baccalauréat, le libre accès à l'enseignement supérieur n'est plus garanti. En 2022, c'est près d'un quart des bacheliers qui n'a pas obtenu de place. Le « libre choix » lié aux multiples combinaisons possibles de spécialité n'est en réalité qu'un leurre : les élèves choisissent peut-être leur baccalauréat – et encore, selon les possibilités des lycées –, mais leurs vœux, passés à la moulinette de Parcoursup, ne sont pas forcément satisfaits. Et comme ils ne possèdent pas tous les codes, ce sont les élèves et les familles des classes populaires qui sont les plus lésés. En outre, alors que la fonction publique s'inscrivait comme une destination privilégiée de la promotion des personnes d'origine populaire, cette orientation est mise à mal en raison de la casse continuelle des services publics et de la volonté de supprimer les statuts.



La réforme actuelle de la formation initiale des enseignants met en danger les sites territoriaux des Inspé, car leurs effectifs étudiants seront réduits de moitié, voire davantage. Ces établissements accueillent pourtant près de 50 % d'étudiants boursiers. On peut douter du nombre de boursiers inscrits dans l'enseignement privé supérieur… Les réformes actuelles de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur vont donc aggraver la sélection sociale. ■

> En 2022, c'est près d'un quart des bacheliers qui n'a pas obtenu de place dans le supérieur.



Du Vietnam à l'Afghanistan, en passant par l'Irak, il a été et demeure de tous les combats en faveur de la paix. SARA KRULWICH

Michael Zweig, testament d'Amérique

Professeur d'économie, syndicaliste, pacifiste, ce fils de réfugiés juifs aux États-Unis livre, dans un récent ouvrage, un vade-mecum pour les jeunes générations, plutôt que des mémoires de soixante-quatre années de militance et de recherche.

New York (États-Unis), envoyé spécial.

Même l'exploration d'une carte routière a un sens politique. Michael Zweig l'a appris alors qu'il avait 6 ans. La Seconde Guerre mondiale terminée, le rationnement de l'essence devenait un souvenir. Ses parents voulaient sortir de Detroit, où ils vivaient, et découvrir ce pays d'accueil qu'ils avaient trouvé en fuyant le nazisme. Michael, le premier de la famille né sur le sol américain, et son frère aîné, né à Moscou, se jettent sur les cartes. Lorsqu'ils pointent le doigt vers le Sud, les parents refusent et expliquent : hors de question d'aller dans un État ségrégationniste où on leur demandera *« êtes-vous blanc ou de couleur ? »* pour savoir quelle place occuper ou quelles toilettes utiliser. *« Cela ressemblait trop à ce qu'ils venaient de fuir, laissant derrière eux le choix meurtrier "juif ou aryen ?" »*, indique Michael. À 6 ans, déjà le poids de l'Histoire mais aussi une boussole pour y trouver son chemin.

Il a désormais 81 ans et, avec son nouveau livre (1), il veut à son tour offrir aux jeunes générations des instruments pour se repérer. *« Un testament politique ? »* lui demande-t-on. *« Oui, on peut le dire. »* Une transmission dans le cadre *« de la transition générationnelle désormais en cours »* appuyée sur soixante-quatre années d'une double expérience de militant et d'intellectuel, particulièrement impliqué dans les droits civiques, le syndicalisme et le pacifisme.

TOUJOURS DIALECTIQUE, JAMAIS PROSÉLYTE

Avoir 18 ans en 1960, c'est forcément, même sans le savoir, avoir rendez-vous avec l'Histoire ou… la rater. La décennie sera contestatrice et internationale. Michael aussi. Le jeune étudiant qui arrive à l'université Ann Arbor, dans le Michigan, s'investit dans l'organisation des droits civiques Student Nonviolent Coordinating Committee. Deux ans plus tard, il participe à Helsinki au 8e Festival mondial de la jeunesse. À peine rentré, il s'engage dans l'aventure de la SDS (Students for a Democratic Society), futur fer de lance de la mobilisation contre la guerre au Vietnam. Des décennies plus tard, on retrouvera Michael, le cheveu et la barbe blanchis, devenu professeur d'économie à l'université d'État Stony Brook à New York, manifester contre les guerres en Irak et en Afghanistan, puis participer à la fondation de US Labor Against the War (le mouvement syndical contre la guerre) ou faire partie d'une délégation de syndicalistes américains à Erbil et Bagdad dans les années 2010.

En 250 pages, il offre une sorte de vade-mecum, toujours dialectique mais refusant de *« considérer les écrits de Marx comme un évangile »*. D'une formule (le *« suprémacisme blanc est, historiquement, la création de la classe dirigeante »*, pas le fait des petits Blancs) ou d'un fait (*« l'armée américaine, qui a atteint des proportions impériales, est la plus grande consommatrice de combustibles fossiles au monde »*), il allume autant de lumières dans un paysage qui confine parfois au brouillard.

Celui qui a fondé le Centre d'études de la vie de la classe ouvrière reprend notamment sa thèse présentée dans un ouvrage précédent (2), dynamitant le mythe d'une société de classe moyenne. Il évalue à 62 % les salariés faisant partie de la working class, contre 36 % effectivement membres de la classe moyenne et 2 % de la classe capitaliste. De la même manière, le 1 % mis en avant par Occupy Wall Street trouve peu grâce à ses yeux, même si le slogan a prouvé sa puissance mobilisatrice : *« Si la cible de nos campagnes politiques est "les riches", ou même "la classe des milliardaires", sans autre explication, nous renforçons la fausse conception de la classe en tant que question de degré de revenus et de richesses uniquement. La classe est une question de pouvoir. »*

> « Aucun mouvement de justice raciale ou de genre ne peut émanciper pleinement ses membres en laissant ceux de la classe ouvrière en dehors de ses limites conscientes. »

Classe, race et genre : naviguer entre les trois matrices de la société américaine n'indique pas forcément un cap. Politiquement, on peut tout y faire… ou presque. Et la gauche s'y perd un peu. Faut-il jouer la carte de la *« politique identitaire »* dans un pays en plein changement démographique ou revenir au vieux discours rooseveltien du Parti démocrate dans l'espoir de regagner électeurs blancs, notamment masculins ? *« Chaque voie est une impasse pour la politique progressiste ! »* tranche Michael, qui développe : *« Aucun mouvement partiel de la classe ouvrière ne peut défier le capital à long terme tout en laissant une de ses sections dans l'ombre. (…) Si l'on aborde le problème dans l'autre sens, aucun mouvement de justice raciale ou de genre ne peut émanciper pleinement ses membres en laissant ceux de la classe ouvrière en dehors de ses limites conscientes. »* Fin.

Provisoire ? Confortablement installé dans son studio de travail au 7e étage d'un immeuble de la 10e rue dans Greenwich Village, l'œil semblant perpétuellement friser, il finit par lâcher : *« Je crois que j'ai une idée pour un autre livre. »* ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

(1) *Class, Race and Gender : Challenging the Injuries and Divisions of Capitalism* (PM Press).
(2) *The Working Class Majority : America's Best Kept Secret* (Cornell University Press).